

L'Europe des partis: paradoxes, contradictions et antinomies

Daniel-Louis Seiler

Institut d'Etudes Politiques
Aix-en-Provence



Institut de Ciències Polítiques i Socials
Adscrit a la Universitat Autònoma de Barcelona

WP núm. 251
Institut de Ciències Polítiques i Socials

Barcelona, 2006

L'Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS) [Institut des Sciences Politiques et sociales] est un consortium créé en 1988 par la Diputació [Conseil général] de Barcelone et l'Universitat Autònoma [Université autonome] de Barcelone, cette dernière institution étant celle à laquelle il est attaché à des effets académiques.

“Working Papers” est l'une des collections publiées par l'ICPS, spécialisée dans la publication –dans la langue originale de l'auteur– de travaux en élaboration d'investigateurs sociaux, dans le but de faciliter leur discussion scientifique.

Leur inclusion dans cette collection ne limite pas leur postérieure publication par l'auteur qui préserve l'intégrité de ses droits.

Ce travail ne peut être reproduit sans l'autorisation de l'auteur.



Edición: Institut de Ciències Polítiques i Socials (ICPS)
Mallorca, 244, pral. 08008 Barcelona (España)
<http://www.icps.cat>

© Daniel Louis Seiler

Dessin: Toni Viaplana

Imprimerie: a.bís

Travessera de les Corts, 251, entr. 4a. 08014 Barcelona

ISSN: 1133-8962

DL: B-39.407-06

*«Pour qu'il y ait politique,
il faut qu'il y ait un choix effectif
entre une pluralité de solutions»
(Jacques ELLUL)¹*

Les partis politiques européens existent: c'est du moins ce que proclament depuis 1992 et le «Traité de Maëstricht», l'ensemble des accords internationaux qui régissent l'Union Européenne. La presse leur emboîte le pas et fait écho à ce qui ressemble, de plus en plus, à une évidence. Nombre de politistes reprennent d'ailleurs cette assertion de façon totalement acritique, témoignant ainsi d'une posture intellectuelle peu scientifique. Or l'observation des élections européennes tenues de 1979 à nos jours montre avec une aveuglante récurrence que ces scrutins furent, dès l'origine, la chose exclusive des partis politiques nationaux même si, de plus en plus, les enjeux européens s'inscrivent au cœur du débat. De fait si des partis européens existent c'est bien à notre insu, comme à celui de la grande masse des électeurs².

Pourtant des entités s'autoproclamant «partis politiques européens» existent bel et bien, parfois depuis près de trente ans. Or elles sont totalement absentes du débat européen, singulièrement lors de l'élection du Parlement européen qui devrait représenter leur objectif prioritaire, et si elles agissent sur la scène politique ce ne pourrait être qu'en coulisse. Ces objets juridiques singuliers ne satisfont à aucun des critères que la science politique a défini, depuis plus d'un siècle, pour construire le concept de «parti politique». Ainsi, aucun de ces «partis européens» ne satisfait aux quatre critères de Lapalomba et Weiner, on ne peut pas davantage les ramener à l'un ou l'autre des clivages de Rokkan. Quant à leur organisation, elle tient beaucoup plus de celle d'une institution internationale que d'un parti. Les politistes qui acceptent de les considérer comme des partis jettent, de ce fait, à la poubelle Lowell, Bryce, Ostrogsky,

Michels, Max Weber ou Duverger c'est-à-dire l'essentiel du discours que la science politique consacre au phénomène partisan. Ils se nient ainsi eux-mêmes.

Force est donc de considérer que le droit européen traite de réalités qui n'existent pas! Plus exactement le Conseil Européen et la défunte Convention prirent leurs désirs pour des réalités. D'ordinaire, le fait précède le droit, ici le droit précède le fait ou, plus exactement, tente d'influencer le fait. Comme le constatait Paul Magnette, l'énoncé «Partis politiques européens» est essentiellement performatif³.

«Quand dire c'est faire» affirmait Austin. Rien n'est moins sûr en matière d'intégration européenne. Les «partis» européens et surtout les groupes parlementaires –réels cette fois– dont ils sont issus se fondent sur des clivages strictement nationaux et non sur les clivages européens qui pourtant existent. A cette première contradiction, s'ajoute une seconde relative aux logiques de recrutement des partis-membres et qui n'ont cessé de gagner en importance au fur et à mesure que s'élargissait l'Union Européenne.

Vérité par-delà les Pyrénées, mensonge en-deçà (Pascal)

Nous avons eu maintes fois l'occasion de dénoncer les pseudo-familles de partis qui n'offrent entre elles que fort peu de ressemblances de famille au sens épistémologique défini par Wittgenstein⁴. En effet les mots semblables désignant les partis changent d'acception dès qu'on franchit la frontière. Ainsi le terme libéral change avec une amplitude telle qu'il balaye tout le spectre politique: la gauche aux USA, le centre-gauche en Grande-Bretagne, le centre en Suède, le centre-droit en Belgique, la droite au Danemark et en France, l'extrême-droite en Autriche⁵...

Pourtant l'Union Européenne fait système, le grand marché, de plus en plus ouvert sur le monde, constitue une réalité génératrice des mêmes problèmes qui se traduisent dans les mêmes types d'enjeux sur lesquels s'opposent et souvent s'affrontent les partis nationaux. Qui plus est, Simon Hix et Christopher Lord ont constaté que le système politique de l'UE se trouvait traversé par des clivages politiques au sens de Rokkan, ceux-ci

s'entrecroisant⁶. Ces clivages opposent d'une part les tenants de l'Europe libérale à ceux de l'Europe sociale, et d'autre part les souverainistes eurosceptiques aux fédéralistes euroenthousiastes. Or ces clivages n'opposent ni les «europartis» ni davantage les groupes parlementaires européens. *La raison en est simple: les uns et les autres sont composés de partis nationaux, traductions politiques de clivages tout aussi nationaux.* L'année 2005 fournit à l'observateur une série de scrutins nationaux animés par des enjeux fort semblables où l'électorat pencha dans le même sens, exprima le même type de volonté politique mais exprimée de façon différente d'un pays à l'autre.

Il s'agit d'une réaction anti-libérale qui s'amorça au début du siècle nouveau à l'encontre des politiques de dérégulation menée par la Commission à la suite des positions réaffirmées par le Conseil Européen à diverses reprises. Le point de départ en fut la France et c'est là qu'elle atteignit son acmé avec le rejet, en 2005, du Traité visant à instaurer une Constitution européenne. Mais si la visibilité du phénomène s'avère plus nette en France, on retrouve la même tendance au Portugal, en Allemagne et en Pologne, ainsi que tout récemment en Slovaquie.

Revenons à ce 21 avril 2002 qui secoua la classe politique française en réveilla, un temps, la sensibilité politique de la jeunesse. Oublions un moment ce que la presse et les différentes composantes de l'opinion nationale et internationale en ont dit: l'arrivée en seconde position de Jean-Marie Le Pen, candidat ultra-nationaliste post-fasciste et l'élimination de Lionel Jospin, figure de proue du Parti socialiste. Regardons de plus près la distribution des votes obtenus par une palette de candidats représentant toutes les nuances du spectre politique français, dont aucun n'était ridicule ou farfelu et presque tous étaient portés par des forces militantes. En fait on peut sans difficulté ranger les divers candidats dans trois catégories génériques eût égard au dualisme Europe libérale / Europe sociale. Qui donc, lors de ce scrutin historique, portait fièrement les couleurs de l'Europe libérale? Quel candidat incarnait l'homologue français d'Aznar, de Berlusconi ou d'Edmund Stoiber, le candidat chancelier de la CDU-CSU la même année? Certainement pas Jacques Chirac qui entendait réduire «la

fracture sociale» en 1995 et qui s'opposa à ces derniers justement au sujet de «l'Europe sociale» et du «modèle social français». Le fossé l'opposant, avec le renfort de Gerhard Schröder, au quatuor Aznar-Berlusconi-Blair-Barroso ne fut jamais aussi évident que lors de la seconde Guerre du Golfe. Pourtant les politiques de large ouverture du marché européen, de dérégulation, de flexibilité du marché du travail et le soutien à la politique de l'administration Bush en Irak trouvèrent leur porte-parole lors du scrutin d'avril 2002: Alain Madelin, ancien ministre et candidat du parti Démocratie libérale qui obtint un résultat d'autant plus dérisoire qu'il s'agissait d'un concurrent *in abstracto* des plus sérieux. Le camp libéral composé du seul Madelin, apparut donc comme une quantité négligeable dans le jeu politique français ce qui en poussa les membres à rejoindre l'UMP afin de l'influencer de façon plus discrète et partant plus efficace⁷.

De son côté le candidat socialiste, Lionel Jospin, n'incarnait pas plus la rupture antilibérale que son rival Chirac n'incarnait l'Europe libérale. En réalité, tous deux, qui venaient de consentir à l'accord libéral conclu lors du Sommet européen de Barcelone représentaient le *mainstream* de la vision politique française en matière d'intégration européenne. Une position qui se concrétisera, en 2005, dans le soutien au projet de Constitution européenne. Elle peut se traduire par une volonté de sauver ce qui peut l'être du «modèle social français» que menacent la mondialisation et l'enthousiasme ultra-libéral des Britanniques et des gouvernements des anciennes «démocraties populaires». Une position modérée et réaliste qui n'exclut pas quelques divergences sur les moyens de la mettre en œuvre entre les formations et les candidats qui la partageaient en 2002: outre Chirac et Jospin, le centriste démocrate-chrétien François Bayrou, leader de l'UDF et Christiane Taubira, la candidate du petit parti Radical de gauche. Le camp qui incarnait l'anti-libéralisme était à la fois d'une totale cohérence dans son rejet du libéralisme, de la mondialisation et des politiques de dérégulation imposée par la Commission de Bruxelles et d'une complète incohérence quant à l'alternative à opposer à l'Europe libérale. On y retrouvait, en effet, les frères-ennemis de l'extrême droite, Le Pen et Maigret, les candidats de l'ultra-gauche trotskyste –Arlette Laguillier

et Besancenot—, le candidat jacobin du Pôle républicain, celui du PC et celui des Verts. Cette structure devenue matricielle fut confirmée tant lors des élections européennes que des régionales qui témoignèrent de l'échec libéral. Avec un changement tactique opéré par le PS qui, l'hypothèque de la cohabitation étant levée et siégeant désormais sur les bancs de l'opposition, rompit avec la modération pour s'installer au pôle «Europe sociale» assorti d'un discours de rupture anti-libérale qui sembla crédible à cet important secteur de l'opinion française. Malheureusement pour les socialistes, le débat référendaire de 2005 avec sa logique binaire et la chaîne d'évènements qui présidèrent à l'élaboration du Traité Constitutionnel, ne leur permettaient plus de jouer les cartes qui leur avaient valu d'engranger la majorité des votes anti-libéraux l'année précédente. Le PS revint ainsi à la position centriste qu'il occupait dans la configuration de 2002, aux côtés de l'UMP, encore chiraquienne⁸, et de l'UDF de François Bayrou mais, cette fois, la structure binaire inhérente à la bipolarisation référendaire, amalgamait centristes et néo-libéraux, c'est-à-dire tous ceux qui pour diverses raisons ne craignaient pas le «plombier polonais». D'avril 2002 à avril 2006 le débat politique et électoral français est totalement sous-tendu par l'enjeu libéral et les grèves étudiantes et lycéennes menées contre le CPE en offrent un exemple de plus. Qu'en est-il ailleurs?

Les élections portugaises –plus clairement que les espagnoles où la réaction populaire au mensonge d'Etat commis par Aznar et le PP surdétermina les autres enjeux politiques– et la victoire du PS de José Socratès constituèrent à la fois un rejet du libéralisme et un désaveu personnel du nouveau Président de la Commission. L'Espagne et le Portugal appartiennent comme la France à l'Europe latine de culture catholique romaine. Pourtant on retrouve la même structure qui transparaît clairement à travers les résultats des élections fédérales allemandes de l'automne 2005.

Lues à l'aide de lunettes britanniques, dans une vision réfractée par la logique implacable du *Westminster Model*, elles se caractérisent par une modeste victoire d'Angela Merkel et de l'opposition CDU/CSU-FDP sur la

coalition rouge-verte (SPD-*Grüne*) conduite par le chancelier sortant, le social-démocrate Gerhard Schröder. Telles furent les analyses menées «à chaud» par la presse internationale. En revanche, si l'Allemagne était à l'image de la France ou, plus exactement, si les systèmes de partis, proches en apparence, des deux grands voisins et partenaires, fonctionnaient selon une logique semblable, la lecture des résultats s'avèrerait différente. En effet, et envisagée sous cet angle, l'issue des élections d'octobre 2005 est claire: une nette victoire de la gauche car SPD, Verts et *Die Linke* l'emportent nettement sur la droite CDU-CSU et FDP, la formation conservatrice ne bénéficiant pas de sa cure d'opposition, Angela Merkel faisant nettement moins bien qu'Edmund Stoiber, le leader de la CSU, trois ans plus tôt.

L'Allemagne n'est ni le Royaume-Uni, ni la France et les lectures inspirées par ces deux pays se révélèrent également fausses. D'abord la seule coalition qui apparût, *a priori*, comme illégitime était celle, commune en France, rouge-rose-verte, désignée en RFA par le label «rouge-rouge-verte»: tous les *Länder* de l'Ouest la rejettent. En revanche il fut question d'une alliance rouge-verte-jaune, rapidement récusée par les «Jaunes», c'est-à-dire les libéraux du FDP. La presse d'Outre-Rhin évoqua même une combinaison des plus curieuses: une «coalition jamaïcaine» qui aurait allié noirs (CDU-CSU), verts et jaunes (FDP). Ensuite, parce que malgré le fait que si le SPD et les conservateurs occupent les deux pôles opposés du clivage rokkanien Possédants / Travailleurs –c'est-à-dire une configuration pareille à celle que connaissent la France ou l'Espagne– le degré de polarisation apparaît comme moins considérable Outre-Rhin. Droite et gauche allemandes sont habituées à coopérer tant au *Bundesrat* (la Chambre des Etats) que pour gouverner certains *Länder*. Ainsi une «grande coalition» gauche-droite pour inhabituelle qu'elle soit n'a rien d'incongrue en Allemagne et régit la Belgique depuis deux législatures; on la connaît d'ailleurs en Finlande comme aux Pays-Bas⁹. Enfin et si la configuration des options politiques est pareille des deux côtés du Rhin – ultra-libéraux, centristes réalistes et antilibéraux– et si les positions extrêmes coïncident d'un pays à l'autre, l'axe de gravité est plus libéral en

Allemagne qu'en France. D'une part les réformes –ou contre-réformes– radicales du second gouvernement Schröder (Harz IV) le sont plus que les mesures appliquées par le gouvernement Raffarin. Ainsi la «droite» française (UMP) campe-t-elle sur les positions de la «gauche» allemande (SPD et Verts). Alors que, siégeant dans l'opposition, les autres «réalistes» allemands, c'est-à-dire les conservateurs, se méprirent totalement quant au sens anti-libéral des manifestations hostiles au plan Harz IV et au chancelier. Par conséquent, Angela Merkel et son état-major crurent habile et tactique d'abonder dans la surenchère libérale. Comme la «droite» allemande n'est guère plus touchée par la grâce de l'utilitarisme anti-étatique du tout-marché que son homologue française, et que subsistent encore, en son sein, des traces discrètes de démocratie-chrétienne, les conservateurs se retrouvèrent sanctionnés par leur électorat lors du scrutin de 2005. En fait la campagne réformatrice en faveur de la *Global Economy* bénéficia exclusivement aux libéraux du FDP qui, non contents d'engranger le fruit des efforts de propagande de la CDU-CSU, parvinrent, par surcroît, à leur ravir le flambeau du libéralisme pur et dur. Un tel échange de positions au sein de la droite entre libéraux et conservateurs n'a rien de spécifiquement allemand: le Danemark connut le même phénomène dans les années quatre-vingt dix.

En définitive la comparaison binaire entre les systèmes de partis des deux rives du Rhin s'avère des plus éclairantes pour comprendre la logique des rapports entre politiques publiques et partis. D'abord elle montre que la droite modérée française et la gauche modérée allemande partagent *mutatis mutandis* les mêmes positions: réformes ultra-libérales timides –un peu plus franches en Allemagne– et opposition à la guerre américaine en Irak. Il importe de préciser qu'Edmund Stoiber et l'opposition CDU-CSU soutenaient déjà George W. Bush. Situés plus à droite, les conservateurs d'Outre-Rhin se virent ramenés vers l'axe central à la faveur du résultat des élections et de la constitution de la grande coalition sous la présidence d'Angela Merkel. Ils dégagent ainsi un espace ultra-libéral au bénéfice d'un FDP qui n'a d'autres répondants en France que les amis d'Alain Madelin – les députés Novelli, Mariton ou Goasguen–, c'est-à-dire de brillantes

individualités qui ne disposent d'une marge d'influence qu'au sein de l'UMP. En effet, livrés à leurs propres forces, leur poids électoral est des plus légers. Ensuite il faut constater qu'en apparence seuls les Verts affichent quelque cohérence d'un côté à l'autre du Rhin n'était le déficit de sérieux et de professionnalisme qui caractérise les écologistes français. Enfin *Die Linke* apparaît aujourd'hui comme le répondant allemand unique de forces politiques qui sont considérables en France: le PS, le PCF, bien sûr, ainsi que la mouvance trotskyste et alter-mondialiste¹⁰. Siégeant comme principale force de l'opposition, le PS se trouve dans l'impossibilité, compte-tenu du polygone des forces, de revenir vers le centre de gravité qu'il occupait du temps du gouvernement Jospin. Un centre de gravité situé bien plus à gauche à Paris qu'à Berlin et inscrit dans un système bipolaire beaucoup plus polarisé au sens de Sartori.

Par ailleurs si la comparaison France-Allemagne s'affirme riche en enseignements, son extension à d'autres systèmes partisans de pays de l'UE détruit la vision simpliste d'un axe droite-gauche qui sert de *doxa* à trop de politistes européens. Il est temps de s'attaquer au *Westminster Model* qui sert d'*ultima ratio* au prêt à penser des comparatistes ethnocentriques, là aussi quelques surprises les attendent¹¹. En effet si la droite française campe sur les positions de la gauche allemande, la droite allemande partage, quant à elle, la vision de la gauche britannique. Lors des élections fédérales de 2005 Tony Blair souhaitait et attendait une nette victoire d'Angela Merkel et de l'alliance CDU-CSU et FDP. Tant la composition que le programme du gouvernement constitué par la chancelière causèrent quelque dépit au 10 Downing Street. Que reste-t-il à la «droite» britannique dont bien des éléments paraissent très proches des «néo-cons.» de l'entourage de Bush. Drapés dans la bannière de «l'euro-scepticisme», les *Tories* balancent entre la surenchère ultra-libérale espérée par leurs militants mais électoralement improductive et le recentrage vers l'axe de gravité blairiste du système, additionnée d'une solide rasade euro-sceptique.

La ligne de démarcation qui permet de localiser les partis dans l'UE aujourd'hui passe par deux pions précis. D'une part l'attitude envers les

politiques de dérégulation de l'Etat protecteur construit après la guerre par les forces issues de la Résistance antifasciste et singulièrement la gauche et la démocratie chrétienne. D'autre part la position adoptée à l'endroit ou à l'encontre de la politique de l'administration américaine et singulièrement lors de la guerre d'Irak. Or cette ligne traverse les grands «europartis» et les groupes parlementaires de Strasbourg, du moins les principaux, les comparaisons France-Allemagne-Angleterre en attestent et encore on se trouve en présence de systèmes clairement bipolaires! On peut donc constituer une sorte de chaîne unissant les spectres politiques de France, d'Allemagne –reliées par le chaînon UMP (version Chirac)– SPD et de Grande-Bretagne, reliées cette fois par le chaînon CDU-*Labour*. L'Espagne et le Portugal trouvent aisément leur place au sein de ce dispositif, mais qu'en est-il des systèmes partisans qui, parce que multipolaires, échappent au réductionnisme droite-gauche? La vulgate européenne d'aujourd'hui serait d'ajouter la position face au libéralisme culturel à la définition de la droite et de la gauche. Une position qui mène dans une impasse qui rend impossible la compréhension de l'Italie, du Benelux, de la Suisse, de l'Autriche ou même de la Finlande, mais c'est dans le cas de la «nouvelle Europe» post-communiste que le cas s'avère le plus flagrant.

S'il fallait un argument massue pour s'en convaincre, les élections polonaises –législatives et présidentielles– de 2005 nous l'offrent. Tenues quelques semaines après le scrutin fédéral allemand, elles s'en rapprochent tant par les enjeux que les résultats et confirment ainsi la longue séquence électorale française tout en s'en distinguant radicalement en ce qui concerne les forces politiques en présence. Face à un tel paradoxe, les commentateurs autorisés de la presse ont déployé des prodiges d'inculture, d'ethnocentrisme et d'anachronisme. On confondit allègrement, dans une même opprobre, les ultras de la Ligue des familles polonaise (LPR) et le PiS des jumeaux Kaczinski. La filiation des uns et des autres avec la principale force politique polonaise de l'Entre deux-guerres, le Parti national démocrate de Roman Dmowski, amena à établir un rapprochement hardi avec le FPÖ de Jörg Haider pour souhaiter le

boycott du gouvernement polonais, à l'instar de ce qui fut fait à l'encontre de l'Autriche.

Essayons d'exposer clairement l'entrelacs de faits complexes qui entourera les élections polonaises de 2005. En termes d'enjeux et de politiques on retrouve à s'y méprendre les termes du débat récurrent depuis le 21 avril 2002 jusqu'aux élections fédérales allemandes de 2005 et opposant les tenants de l'Europe libérale et favorable à la mondialisation actuelle aux forces antilibérales. Comme avant eux, les Allemands, Français et Portugais, les électeurs polonais témoignèrent leur lassitude à l'encontre des politiques libérales. Rien que de plus classiquement européen mais là où le bât blesse, c'est lorsqu'on considère les camps en présence. En s'attachant aux *relevant parties*, deux formations portent haut les couleurs du libéralisme pur et dur, l'une, le SLD –Alliance de la gauche démocratique– parti du Président sortant Kwasniewski et de sa majorité parlementaire, est membre du Parti des socialistes européens, prit une part active au soutien que la «nouvelle Europe» apporta à la politique irakienne de George Bush et à la coalition organisée à cet effet par Donald Rumsfeld. Un contingent polonais participe d'ailleurs à la guerre aux côtés des troupes américano-britanniques. Ce parti, qui plus est issu du défunt parti communiste, forme autour du *New Labour* le pôle libéral du PSE; l'un et l'autre peuvent compter sur le renfort des socialistes hongrois (MSzP) ainsi que des social-démocraties baltes, slovène et, dans une mesure moindre, tchèque. L'autre force ultra-libérale, le PO –Plate-forme civique– de Donald Tusk appartenait à l'opposition «de droite» –au sens polonais du terme, voulait pousser les réformes jusqu'à instituer la *flat tax*, ses positions voisines de celles appliquées par la «gauche» de l'empêchèrent pas de demeurer sourds aux ouvertures et offres d'alliances émanant du SLD et qui ne furent jamais aussi pressantes que lorsque Marin Belka présidait le gouvernement SLD. La PO n'envisageant de coalitions gouvernementales qu'avec le PiS –Droit et justice– de Lech et Jaroslaw Kaczynski, la gauche se voyait donc contrainte à perpétuer le mariage de raison qui l'unit, depuis la fin du régime communiste, au parti paysan, le PSL, voué à la défense des intérêts de son électorat et, partant, attaché

aux valeurs chrétiennes et réticent face aux politiques dites néo-libérales¹². Comme le PiS fait également montre d'une solide aversion envers le libéralisme qu'il soit économique ou culturel et d'un soutien indéfectible à l'égard de l'Etat social, l'observateur ignorant du passé mais ferré en matière de clivages politiques, conclura à une configuration de *Cross-cutting Cleavages*.

De fait, un arrêt sur images s'impose. En réalité et, en dépit de maints bouleversements partisans, le système polonais reste marqué par une bipolarisation principale et initiale définie par les alignements issus, non pas tant du régime communiste *per se* que du coup d'Etat du général Jaruzelski, véritable événement structurant et fondateur du système de parti. Deux camps s'opposent depuis lors: les post-communistes d'un côté et les formations politiques née du mouvement Solidarité, de l'autre. Ces partis s'excluent et se repoussent et le seul qui tenta de jeter un pont entre les deux, les travaillistes de l'*Unie Pracy*, échouèrent. La principale formation –et la plus stable du système– du pôle post-communiste, le SLD, est le successeur du PZPR, parti ouvrier unifié, euphémisme désignant le Parti communiste. Admis au PSE et à l'Internationale socialiste, le SLD parvint à surpasser Tony Blair et ses amis en matière d'euphorie ultra-libérale et d'alignement sur la politique étrangère des Etats-Unis. Les choses s'expliquent aisément dès qu'on consent à oublier l'affichage social-démocrate du parti d'une part, et, de l'autre, à considérer le fait qu'il médiatise les intérêts de l'ancienne *Nomenklatura* communiste. Or cette dernière a su réussir une admirable reconversion aux règles et valeurs du capitalisme libéral et, comme de raison, le SLD apparaît comme le principal défenseur du patronat polonais. Son étroit copinage avec le PSL s'explique par le passé. En effet ce parti paysan est issu du ZSL¹³, formation satellisée par le pouvoir communiste, qui a repris son ancien nom, ce qui lui vaut le statut de plus ancien parti de Pologne, car fondé au début du XXème siècle, dans l'Empire des Habsbourg par un prêtre catholique de Galicie¹⁴. En 1945, à la Libération, le PSL était le plus important parti du pays mais son expérience de «collaborateur» en fit l'incontournable et encombrant allié du SLD chaque fois que celui-ci fut amené à former le

gouvernement. Cependant l'exclusive des anciens de Solidarité à l'encontre des ci-devants héritiers du pouvoir communiste ne porte pas sur la PSL dont la « trahison », après les premières élections compétitives mais non-démocratiques, permit la constitution du premier gouvernement non-communiste dans une démocratie populaire. Du point de vue comparatif et des familles de partis, le PSL ne représente en rien une idiosyncrasie polonaise. Il s'agit, au contraire, d'un rameau de la famille populiste d'Europe centrale et orientale et qui comprenait également le PNT roumain et le Parti des petits propriétaires, majoritaire dans la Hongrie de la Libération et victime de la tactique « du szalami » menée contre lui par les communistes. Formations rurales vouées à la défense des petits paysans contre les latifundiaires les populistes cherchaient une troisième voie, communautaire, entre socialisme et capitalisme. Le PSL est aujourd'hui soumis à la rude concurrence de *Samoobrona*, un parti extrémiste, donc ultra-populiste, créé par un démagogue, Andrzej Lepper. Il s'agit, sans doutes, du seul parti qui, en Europe, mérite l'épithète stigmatisante de « populiste » que la presse et certains politologues accolent aisément à des formations les plus diverses dès que celles-ci leur déplaisent ou qu'ils peinent à les classer. Quant à l'intéressé, il ne s'en offusque guère, l'étiquette populiste appartenant au patrimoine politique des pays qui vont de la Finlande à la Mer Noire, Lepper s'en glorifie. En fait, et pour rester dans le cadre du discours scientifique, en Pologne c'est le PSL qui est authentiquement et historiquement populiste, *Samoobrona* en constituant une variante aussi extrême qu'exacerbée¹⁵.

Le pôle composé des formations nées du mouvement *Solidarnosc* apparaît comme tout aussi divisé que le camp adverse. Il se compose de deux partis gouvernementaux, le PiS et le PO, ainsi que d'une formation extrémiste, la LPR (Ligue des familles polonaises). Ce sont ces deux formations *regierungsfähig* qui, devenues les deux principales forces parlementaires après les législatives et le désastre électoral du SLD, arrivèrent en tête au premier tour des présidentielles, le second donnant la victoire au candidat du PiS, Lech Kaczynski, maire de Varsovie qui obtint son meilleur support électoral dans les milieux populaires. Les enjeux de la

campagne électorale portaient à la fois sur l'Europe et l'identité polonaise défendues par le PiS (Droit et justice) de concert avec l'Etat social. Ils se révélèrent saillants au point d'empêcher la constitution d'un gouvernement de coalition qui eût donné une majorité stable à la Pologne. Faute de quoi, Droit et justice préféra s'allier avec *Samoobrona* et la LPR. Manifestement l'entrecroisement des clivages atteint une perfection d'épure: l'opposition entre anciens du PC et de Solidarité d'une part, est aussi intense que celle qui sépare les tenants d'un libéralisme économique sans concession à ceux du rôle social et protecteur de l'Etat.

Des différents protagonistes des scrutins polonais de 2005, la Plate-forme civique (PO) de Donald Tusk est la plus aisément compréhensible à des regards occidentaux. Il s'agit d'un parti d'idées –il ne bénéficie pas du soutien institutionnel du patronat– voué à la promotion d'un ultra-libéralisme pur et dur. L'idéalisme profond du PO lui vaut les suffrages des intellectuels et de tous ceux qui regardent vers l'Ouest. Une telle foi dans la potion magique capitaliste qui fait penser à la «main invisible» chez Adam Smith est la conséquence du rejet et de l'échec patent du socialisme réel. Cependant l'opposition radicale du PiS au libéralisme culturel amena la presse occidentale à se méprendre sur le PO, en faisant de celui-ci le parangon de la permissivité et des valeurs hédonistes que partagent la majorité des populations ouest-européennes. L'épouvantail représenté par les frères Kaczinski, le PiS et la LPR ont occulté un élément constitutif du consensus polonais. En effet la Pologne est un pays catholique où le catholicisme se confond avec l'identité nationale et ce d'autant plus intensément qu'elle fut niée, plus d'ailleurs par les Russes que par les communistes. Dès lors le système de valeurs individualistes, utilitaristes et permissives qui subsument le libéralisme culturel se situe aux antipodes de celles que reconnaissent le christianisme et les religions abrahamiques en général. Doté d'un magistère centralisé, c'est le catholicisme romain qui défend, avec le plus de vigueur –en Europe occidentale– les valeurs judéo-chrétiennes et exprime l'opposition au libéralisme culturel, ce qui lui valut l'ire des médias. Dès lors il serait faux d'ériger le PO et Donald Tusk au rang d'apôtre du libéralisme culturel prêts à instaurer le mariage gay: le

parti est composé de catholiques et son candidat bénéficia du soutien public de Lech Walesa¹⁶. Promouvoir la *flat tax* n'entraîne pas *ipso facto* l'adhésion à la permissivité en matière de mœurs!¹⁷. La différence entre les deux partis, sur ce point, relève de la véhémence dans la façon de les exprimer: le PiS mettant le conservatisme axiologique en exergue. L'opposition entre les deux vainqueurs des législatives était d'ordre socio-économique: très conforme à la confrontation décrite pour la France et la RFA.

Reste à expliciter la nature du PiS et de la LPR issus de la défunte AWS, l'Alliance électorale Solidarité. Leur filiation avec l'*Endecja*, à savoir les nationaux-démocrates de Dmowski, a permis l'amalgame avec l'extrême-droite européenne et, en particulier, avec Jörg Haider dont le parti fut en mesure de participer à une coalition gouvernementale, brisant ainsi le tabou antifasciste qui protégeait les acteurs politiques de l'UE de certaines collusions douteuses. Il faut souligner que l'attribution de l'héritage national-démocrate à la LPR réside dans le fait que son leader parlementaire Roman Giertych est le petit-fils d'un député *Endecja*, argument un peu mince pour établir une généalogie partisane: après-tout, Pierre Joxe, ministre de Mitterrand est le fils de Louis Joxe, ministre du Général de Gaulle! Quant au rapprochement avec Haider, il est, pour le moins, abusif. En effet, si Haider, son nouveau parti BZÖ et le FPÖ maintenu, s'inscrivent clairement dans la généalogie du courant *deutschnazional* ou *grossdeutsch*, fondé dans l'Empire austro-hongrois par Schönerer et dont sont issus, entre autres, Hitler, Seyss-Inquart et le nazisme, les nationaux-démocrates, quant à eux, comptaient au nombre des adversaires des nationaux allemands au *Reichrat* de Vienne. Parti classique de défense de la périphérie et voués à l'indépendance de la Pologne, les Nationaux-démocrates offrent l'originalité d'être implantés dans chacune des régions composant la Pologne historique –Empire austro-hongrois, Allemagne et Russie tsariste– ainsi qu'en Lituanie. Autre originalité: à la veille de la Première Guerre mondiale l'*Endecja*, qui siégeait aux Parlements de Berlin et de Vienne, se trouva concurrencé par le PPS, le Parti socialiste polonais dirigé par Josef Pilsudski et rallié à

l'indépendantisme. Le nationalisme des Nationaux-démocrates et de Dmowski était, comme la plupart des nationalismes périphériques, fondés sur la culture, la langue et l'appartenance au catholicisme latin, tandis que celui de Pilsudski était historique et territorial, sa Pologne ne correspondait pas à une ethnie mais au territoire de l'empire de Jagellons, donc à une entité forcément multiculturelle. Lors de la «Grande Guerre», Dmowski et son parti, acquis aux idées de la démocratie parlementaire, rejoignit le camp des alliés alors que Pilsudski choisit le camp des empires centraux organisant, dans la lutte contre les Russes, les corps francs qui formeront le noyau de la future armée polonaise¹⁸.

Antisémitisme –à la manière de la droite française à la même époque– comme anti-ukrainien et hostile à toutes les minorités nationales existant en Pologne, Dmowski et les Nationaux-démocrates représenteront le plus important pari politique dans l'entre-deux-guerres. Formation nationaliste et xénophobe, qu'il faut situer dans le contexte idéologique de l'époque, l'*Endecja* n'en constitua pas moins une force démocratique qui lutta contre l'autoritarisme du maréchal Pilsudski et des colonels qui continuèrent l'œuvre de ce dernier après sa mort¹⁹. Les Nationaux-démocrates ne survécurent point à la répression, mais le courant qu'ils incarnèrent survécut dans la culture politique polonaise et, pour peu sympathique qu'il pût paraître, on ne peut contester son caractère démocratique. Ce n'était pas un parti catholique ou de défense religieuse mais une formation nationaliste pour laquelle le catholicisme romain constituait un élément essentiel de l'identité polonaise. Ce ne fut pas davantage le médiateur privilégié des catholiques et de l'Eglise de Pologne, le PSL, on l'a vu, pouvait autant que lui prétendre à ce titre et un parti démocrate-chrétien *sensu stricto* le concurrençait sur ce terrain: le SP (Parti du Travail) représenté par le grand compositeur et homme d'Etat Paderewski.

Pour en venir au PiS –Droit et Justice– il s'agit d'un parti qui milite pour les valeurs chrétiennes sur les plans culturel, social et économique. En clair il défend la conception catholique de la morale et de la famille, s'opposant vigoureusement au libéralisme culturel d'une part et de l'autre la nécessité d'un Etat protecteur des faibles et des démunis. De fait si l'on

consent à mettre entre parenthèse le caractère identitaire du catholicisme polonais, on se trouve en présence d'un parti chrétien-social tout à fait banal mais à ceci près que l'intensité de ses positions, due à son contexte national, l'apparente aux partis de défense catholique des années 1950 plus qu'à ceux d'aujourd'hui: c'est-à-dire plus déterminé à défendre les valeurs et les intérêts d'un catholicisme, par ailleurs hégémonique²⁰.

Nonobstant ce qu'en retint la presse internationale, c'est la position socio-économique du PiS qui fut à l'agenda des dernières élections et sur ce point, le moindre des paradoxes ne fut certes pas de le voir promouvoir des solutions proches de celles...préconisées par la gauche allemande! Mais, là aussi on assiste au même phénomène de déphasage: il y a un quart de siècle, le secteur de la gauche allemande incarné aujourd'hui par le WASG d'Oskar Lafontaine eût dénoncé l'Etat providence et le keynésianisme sous le nom de *Stamokap!*

Reste pour que soit enfin démêlé l'écheveau du système partisan polonais, à clarifier la catégorisation de la LPR, Ligue des familles polonaises dont l'entrée au gouvernement Marcinkiewicz heurta plus encore l'opinion européenne que celle du démagogue joyeusement irresponsable Andrzej Lepper. Emanation politique de *Radio Maryja*, groupe multimédia confessionnel créé et dirigé par un rédemptoriste le P. Rydzyk, liée par surcroît au mouvement activiste Mouvement des jeunes pour une grande Pologne, la LPR naquit comme une dissidence de la défunte AWS suscitée en cours de législature par «la famille des amis de *Radio Maryja*». Contrairement à Droit et Justice, ce parti ne constitue pas un rameau de la famille des partis de défense catholique et démocrates-chrétiens. Qualifié tantôt d'ultra catholique, tantôt d'extrême droite, conjuguant parfois les deux vocables, la LPR appartient à un type de partis nationalistes qu'on rencontre dans la partie catholique de la périphérie orientale de l'Europe occidentale telle que la définit jadis Stein Rokkan et qu'on peut désigner du terme national-catholique²¹. Si ultracisme il y a, il s'agit bel et bien d'un ultra nationalisme et non de quelque ultra-catholicisme de facture intégriste de type de celui que cultiva Mgr Lefèbvre ou intégraliste à la façon du carlisme basque et espagnol. Pour ce courant,

la religion sert de point d'ancrage à l'identité nationale, catholicisme et nation s'affirment consubstantiels l'un de l'autre. En l'occurrence il ne s'agit pas ici de défendre l'intégrité ou la romanité du catholicisme mais sa polonité. Configuration pour le moins paradoxale car le mot catholique signifie universel et l'Eglise catholique et, singulièrement, la papauté sont porteurs d'une conception universaliste du monde et de l'éthique, dénonçant le relativisme sous toutes ses formes. Le conflit qui oppose le catholicisme au rationalisme laïc issu des Lumières ou, politiquement, le clivage Eglise / Etat au sens de Rokkan constitue la confrontation, l'affrontement entre deux conceptions de l'universalisme. Particulariste et réduisant la religion à l'identité religieuse, elle-même constitutive de l'ethnicité le national-catholicisme polonais, lituanien ou encore hongrois représente une occurrence particulière de nationalisme de la périphérie. Dans le cas du LPR son imputation ne souffre aucune hésitation. En effet son émergence s'effectua durant le pontificat de Jean-Paul II, le seul pape polonais de l'histoire, dont on connaît l'attachement à la cause de l'unification européenne qu'il ne cessa de promouvoir auprès de ses compatriotes, ce qui n'empêcha point le parti de demeurer sourd aux adjurations du plus célèbre des Polonais et de militer activement contre l'adhésion de la Pologne à l'UE. Autre exemple parmi bien d'autres, Jean-Paul II témoigna de longue date de sa sympathie à l'égard des Juifs, insistant sur l'importance des racines juives du christianisme, or la Ligue des familles polonaises est coutumière de dérapages antisémites, à la base sinon dans sa direction politique.

Le national-catholicisme constitua la force politique dominante dans la Hongrie de l'Amiral-régent Horthy, lui-même calviniste, tandis qu'elle resta minoritaire en Pologne ancrée dans les tendances les plus extrêmes du Parti national-démocrate ainsi que dans des petites formations, caractéristiques du multipartisme extrême de la IIème République²². Il n'en constitue pas moins une constante de la vie politique polonaise y compris sous la République populaire et avec la bénédiction, non de l'épiscopat, mais du pouvoir communiste. Le mouvement –en fait un parti politique– *Pax*, censé associer les catholiques à l'édification d'une société socialiste

en était l'incarnation avant 1980. Dirigé par Boleslaw Piasecki et allié au général Moczar, chef de la tendance dite des «partisans» constituée au sein du PC, *PAX* appuya la campagne antisémite menée par ce dernier après la «Guerre des Six jours» en 1967. Or Piasecki, écrivain et polémiste, animait avant la guerre l'un de ces petits partis national-catholiques ultras, *Falanga*, cléricalo-fasciste et dont l'admiration qu'il vouait *in illo tempore non suspecto* au Duce ainsi qu'à José-Antonio ne l'empêcha point de professer ensuite un parfait dévouement au service de Staline et de l'URSS! Selon François Fejtö «le discours de *Pax*» alliait le traditionalisme catholique à la sympathie pour l'autoritarisme stalinien et à un dévouement intégral à la Russie²³. On ne s'en étonnera point: Piasecki et son parti bénéficiaient d'un appui matériel important du gouvernement communiste; cependant, à côté des nationaux-catholiques sensibles à l'autoritarisme stalinien et à la fibre nationaliste que surent habilement cultiver les chefs communistes de l'Après-guerre –Ochab et Bierut– ainsi que les inévitables opportunistes, *Pax* comptait dans ses rangs des catholiques de gauche sincères –dont Tadeusz Mazowiecki qui fut député du mouvement– qui crurent un temps dans le socialisme. Mazowiecki quitta *Pax* au moment même où Adam Michnik ou Jacek Kuron rompaient avec le PC.

Même si elle s'inscrit dans le même courant idéologique que *Falanga* et *Pax*, dont elle partage le nationalisme et le traditionalisme, la LPR –issue de Solidarité, ne l'oublions pas– en traduit une version démocratisée en dépit de ses aspects malodorants. Quant à l'ouverture, en 2006, du gouvernement Marcinkiewicz à la LPR et à *Samobroona*, elle obéit à des considérations de politique économique et sociale bien plus qu'à quelque volonté de défense identitaire nationaliste ou catholique. Les valeurs chrétiennes défendues par le PiS ne sont guère contestées en Pologne, même le SLD post-communiste, qui regroupe la plupart des laïcs, a toujours eu le souci de se concilier les bonnes grâces de l'Eglise et la poignée d'homosexuels varsoviens interdits de *Gay Pride* sont loin de représenter une menace! Sur le terrain des rapports Eglise / Etat l'entente entre la PO et le PiS, les frères ennemis de *Solidarnosc*, aurait été non

seulement facile mais encore évidente. C'est la politique économique et la protection sociale qui constituèrent la pierre d'achoppement qui fit capoter les négociations entre les deux partis. Dès lors l'accord était possible, sur cette base, avec la LPR, hostile aux privatisations et tenante du «patriotisme économique» ainsi qu'avec la formation, encore moins *koalitionsfähig* d'Andrzej Lepper dont le poujadisme économique comme le tempérament font un allié imprévisible²⁴.

Nous avons choisi le cas polonais pour illustrer notre propos car il constitue un exemple emblématique de la complexité des relations unissant clivages politiques historiques, enjeux électoraux à court terme, systèmes de partis nationaux avec un hypothétique système partisan européen. L'agenda politique de l'UE apparaît totalement organisé pour la mise en œuvre de politiques de libéralisation à la fois au sens de la destruction du monopole étatique des services publics et à l'ouverture du marché mondial se traduisant, entre autres, par de fortes pressions exercées sur les systèmes de protection sociale en général et du travail en particulier ainsi que sur les salaires. En gros la tendance engendrée par le marché international est à l'alignement sur les systèmes les plus compétitifs, c'est-à-dire dont les coûts de production sont les moindres, y compris, à qualification égale, les coûts salariaux. Lors de la vague ultra-libérale des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, le Conseil européen, dominé par les tenants de la thèse du «moins d'Etat», a enclenché un processus que, tel l'apprenti sorcier de Goethe, il n'est pas parvenu à enrayer et que la Commission applique scrupuleusement et avec un zèle accru lorsque les ultra-libéraux sont majoritaires en son sein. A cet égard la directive Bolkestein est symbolique. On se trouve en présence de l'un des deux axes identifiés par Hix et Lord à partir des débats du Parlement européen et on ne peut nier son caractère de clivage européen d'autant plus que le niveau de décision politique ou des solutions en terme de politiques publiques est celui de l'UE: face à la mondialisation de l'économie, l'Etat-nation se voit impuissant car dépassé. A cet égard, le référendum français de 2005 est éclairant: le succès du «Non» totalisait le vote souverainiste hostile à l'intégration européenne en tant que telle avec

«le Non de gauche» qui reprochait au traité de couler dans le bronze constitutionnel une série de politiques libérales ou perçues comme telles. Comme c'est le cas lors de nombreux exercices électoraux une image-action fit mouche: celle du «plombier polonais» –formule malheureuse due au talent de communicateur, pour le moins discutable, de l'ancien commissaire européen, Fritz Bolkestein, auteur de la directive sur la libéralisation des services– qui eût l'heur de cristalliser l'aversion inspirée par la fameuse directive et le rejet du libéralisme économique²⁵.

Il est donc normal de retrouver le débat Europe sociale / Europe libérale, traduit parfois en d'autres mots, à travers les enjeux électoraux qu'opposent les partis des pays membres de l'UE. Posée dans des termes abstraits et strictement théoriques l'interprétation des dits enjeux est simple: il s'agit du clivage Possédants / Travailleurs tel que défini par Stein Rokkan au moyen de son paradigme des quatre clivages fondamentaux. L'énoncé complet de ce clivage, issu de la Révolution industrielle et exprimé par le vecteur d'un «axe fonctionnel», oppose, d'une part, les Possédants, propriétaires et patrons à, d'autre part, les ouvriers, salariés et non-possédants. L'application est très claire au niveau national pour les pays dotés d'un système de partis bipolaires qu'il soit, par ailleurs, bipartite comme en Angleterre ou multipartite comme au Danemark. Cependant lorsqu'on s'attache à la nature des enjeux sur lesquels s'effectue la confrontation entre les formations politiques médiatrices, qui des possédants, qui des travailleurs, tous les repères se brouillent.

Une chose semble claire du côté de ces derniers: le socialisme, entendu non comme un label partisan mais comme une école de la pensée économique, est bien malade sinon moribond. En effet seule l'extrême gauche s'en revendique encore et même pas dans sa totalité car certains des partis qui la composent occultent la doctrine socialiste afin de promouvoir des «sujets de société» inspirés par une lecture libérale-libertaire du libéralisme culturel, ce qui les éloigne un peu plus encore d'un monde ouvrier qu'ils prétendent défendre. Pour le gros des troupes qui constituent aujourd'hui les partis issus historiquement du *mouvement ouvrier* –terme qui semble ringard aux yeux de leurs dirigeants qui,

souvent, n'osent plus l'utiliser car évoquant la «gauche Germinal»– trois modes de confrontation entre ces partis et la «droite» économique sont observables actuellement. En premier lieu la «gauche» peut faire de la résistance et s'arc-bouter sur la défense des acquis sociaux, ancrée dans le très court terme et sans proposer de véritables moyens d'action publique, vu que les leviers de commande se trouvent à Bruxelles et non au niveau national. Dans ce cas le «mouvement», la réforme ou, selon la position idéologique adoptée, la contre-réforme appartient au camp des possédants qui de toute façon dispose de l'initiative en la matière. La France représente le meilleur exemple de cette stratégie dont le gouvernement Jospin (1997-2002) montra à la fois les limites –sur le financement des retraites ou de la sécu– mais aussi les succès dans le traitement social du chômage, par exemple. En second lieu la «gauche» peut assumer sans complexe la voie libérale que lui impose le système international et le cadrage voulu par les instances dirigeantes de l'UE. Le libéralisme ne ressemble guère à un monolithe: «il y a de nombreuses demeures dans la maison du Père» et il peut faire l'objet d'une série de lectures différentes. La social-démocratie ou «gauche» se rallie à celle qui est la moins défavorable aux intérêts des salariés, le social-libéralisme, qui fut délaissée dès la crise de 1929, en Grande-Bretagne, au Danemark et même en Italie. Le débat oppose alors deux courants au sein du libéralisme: les sociaux-libéraux contre les ultra-libéraux, les partis issus du mouvement ouvrier s'étant appropriés les thèses et les recettes inventées par le libéralisme de gauche, souvent sans le dire²⁶. C'est le cas des social-démocraties scandinaves et du SPD. En dernier lieu on rencontre une occurrence qui partage le point de départ de la précédente mais s'en distingue par le fait qu'on serait bien en peine de distinguer le social-libéralisme du libéralisme sauvage car les deux camps assument, avec plus ou moins d'enthousiasme, la solution libérale. La «gauche» tente alors de se démarquer en se ralliant au libéralisme culturel, optant pour des mesures phares, comme le mariage homosexuel par exemple, qui ne répondent à aucun besoin social et ne sont revendiquées que par de très petites minorités mais offrent le double avantage d'avoir un impact

budgétaire nul tout en soulevant un débat tonitruant avec l'Eglise catholique, très affaiblie numériquement et, pourtant, assez forte pour rencontrer un écho médiatique fort mais trop faible pour mener une contre-mobilisation victorieuse. Dans les pays protestants, ce sont les groupes évangéliques, faibles en Europe, qui servent de répondants pour alimenter la controverse, mais quoi qu'il en soit le libéralisme culturel est devenu le cache-misère qui dissimule l'impuissance idéologique de la gauche. Il lui offre, à très peu de prix, l'illusion d'un progressisme qui constitue en fait un «bougisme», au sens de Régis Debray²⁷. Tel est le choix fait par le *New Labour*, le PSOE et le socialisme belge, celui-ci avec quelque hésitation entre la «résistance» économique et l'acceptation tranquille du libéralisme.

C'est ici qu'apparaît l'exception polonaise: le SLD qui est un parti composé de militants laïcs reste trop réaliste pour s'engager dans un combat douteux contre une Eglise catholique demeurée hégémonique. Malheureusement pour lui il pâtit du libéralisme culturel pratiqué par ses alliés européens qui fournissent ainsi au PiS et au LPR l'épouvantail opportun d'une Europe néo-païenne et hédoniste qui serait le dessein caché, nourri par la gauche polonaise, dans son for intérieur.

Cependant l'intérêt que présente la Pologne ne réside pas uniquement dans l'idiosyncrasie d'un catholicisme fort; une idiosyncrasie relative car partagée avec la Lituanie, la Slovaquie et même la République d'Irlande. La terre où naquit Jean-Paul II est intéressante et emblématique au premier chef car on y rencontre une pluralité de clivages non superposables les uns aux autres: un bel exemple de système de *Cross-cutting Cleavages* au même titre que l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas ou la Suisse²⁸. Une configuration politico-partisane que connaissait déjà la Pologne, particulièrement marquée, avant-guerre, par le multipartisme polarisé dont elle représentait un cas extrême, l'instabilité parlementaire alternant avec des épisodes d'autoritarisme. Il faut ajouter à cette situation classique l'effet éradicateur exercé par plus de quarante ans de «socialisme réel» qui eut comme résultat la destruction voire l'éradication des partis issus du clivage Possédants / Travailleurs, à savoir la gauche non-communiste forcée à intégrer le PC d'une part et la droite classique

conservatrice-libérale– interdite et dont la base sociale bourgeoise fut économiquement anéantie. Il est intéressant de noter que les seules formations politiques qui survécurent au naufrage de la Démocratie puis à l'implosion du régime socialiste furent, tantôt des démocrates-chrétiens tantôt les partis paysans, qui ont en commun de tirer leur origine de clivages distincts du clivage Possédants / Travailleurs. Dès lors celui-ci s'est vu privé d'expression partisane spécifique mais comme les contradictions sociétales qui l'engendrent sont bien présentes et traduites dans des enjeux non seulement bien réels mais encore prédominants, d'autres forces partisans les expriment. Ainsi en va-t-il du cas limite de la Pologne où deux partis post-*Solidarité*, les libéraux-catholiques de PO s'opposent aux catholiques-sociaux du PiS, sur des enjeux où on attendait pour les premiers des libéraux ou des conservateurs à l'anglaise et pour les seconds des sociaux-démocrates. Seule la République tchèque échappe totalement à ce schéma: d'abord les communistes du KSČM sont restés un vrai parti communiste, ensuite une vraie sociale-démocratie a pu se reconstituer, y compris avec un appui syndical et en rupture totale avec le post-communisme, enfin une vraie droite, un conservatisme à l'anglaise aussi ultra-libéral qu'euroseptique, l'ODS du Président Vaclav Klaus s'est solidement enracinée. Si on ajoute le maintien d'une démocratie-chrétienne historique et bien sur centriste, le ČSL, rien dans le système partisan tchèque ne permet de déceler qu'on se trouve dans une ancienne Démocratie populaire alors que tout semble évoquer le Parlement de Bruxelles, de La Haye ou de Berne.

On peut dégager ainsi quelques conclusions qui montrent à l'envi l'extrême complexité du paysage partisan des pays européens et il faudrait être un suprême théoricien du «*Ratchoice*», totalement coupé des faits empiriques pour imaginer un Parlement européen fonctionnant selon les canons du bipartisme conforme au *Westminster Model*²⁹. Les nombreux cas de multipartisme multipolaire qui abondent dans les pays de l'Europe des vingt-cinq ne se comprennent et ne sont explicables que par l'histoire³⁰. Il serait vain d'attendre plus de clarté des systèmes bipolaires dès lors que l'observateur sort du cadre national car deux phénomènes

assez nouveaux brouillent la perspective. D'une part la similitude des intérêts qui s'opposent à travers le clivage Possédants / Travailleurs n'empêche pas des expressions opposées en termes de politiques publiques: gauche sociale-libérale voire nostalgique dans certains cas, ultra-libérale et jumelle de sa droite dans d'autres; droite colbertiste ou sociale ici et ultra-libérale ailleurs. D'autre part la tension décelée entre les clivages sociaux et les offres en termes de politiques publiques peut mener à une dissociation totale entre clivages et expression partisane tel le cas constaté en Pologne en ce qui concerne le principal clivage en termes d'enjeux inscrits à l'agenda européen et national.

Au niveau national c'est le système de partis qui s'avère pertinent pour l'analyse des partis politiques et l'analyse comparative pêcherait à négliger ce facteur. Ainsi chaque système national manifeste une réelle cohérence qui s'évanouit lorsqu'on passe au niveau de l'UE, l'addition des systèmes partisans nationaux ne crée pas naturellement un système de partis européens.

Le Tout et les partis

Analysant le contexte partisan de la Communauté européenne à la veille de la première élection directe du Parlement européen, le politiste britannique Jonathan Story trouva une formule particulièrement heureuse. Pour lui l'Europe des partis c'était l'Europe des patries. Plus que jamais aujourd'hui l'Europe des partis est l'Europe des patries et on peut y ajouter un corollaire: la somme des partis nationaux de même tendance ne donne pas des partis européens. Il s'agit d'ailleurs de l'application d'un principe de logique. Par exemple le *Labour*, le SLD, le PP espagnol, le PSD portugais devraient se retrouver dans un parti européen défendant l'Europe comme grand marché; les *Tories* devraient mener un parti euro-sceptique, etc... Ceci n'est évidemment pas le cas à Strasbourg, ce qu'éclaire l'artificialité des euro-groupes et, plus encore, des pseudo-partis européens. Mais la réalité se révèle plus compliquée encore du fait que, déjà bien incohérents, les euro-groupes et les entités censées les soutenir en mobilisant les publics, ne regroupent pas des partis de même tendance, ce qui accroît

encore le brouillage empêchant l'expression claire des clivages politiques. Comme tout phénomène politique complexe, l'organisation partisane du Parlement européen ne se comprend que située dans son éclairage historique. Il s'agit de retracer la genèse des entités qui s'autoproclament «partis politiques européens» et dont les Traités affirment l'existence.

Trois facteurs principaux interagissent pour engendrer ces objets qui constituent des chats-chiens au sens de Sartori: les internationales de partis, les fondations allemandes et la lutte des classements³¹.

Le premier facteur tient à la nature organisationnelle des entités qui se sont autoproclamées partis européens. Une surenchère sémantique enclenchée par l'Union Européenne des démocrates-chrétiens qui décida de créer, conjointement avec le groupe démocrate-chrétien du PE, un parti politique, fédérant les formations nationales et ouvert aux adhésions directes et ce dès 1976: le Parti populaire européen. Opération cosmétique s'il en fut mais les autres principaux rassemblements de partis constitués autour des euro-groupes du Parlement Européen, se crurent obligés d'emboîter le pas aux démocrates-chrétiens, mais non sans hésitations, l'intitulé performatif du Traité de Maëstricht instituant des euro-partis virtuels et autorisant leur financement ne leur laissait guère le choix. Ainsi l'union des partis socialistes muait en novembre 1992 pour devenir le Parti des socialistes européens, suivie en 1993 par la Fédération des partis libéraux, démocratiques et réformateurs européens qui décidait de remplacer, dans son nom, le mot fédération par celui de parti. A côté des tendances «historiques» représentées au Parlement européen depuis sa fondation comme Assemblée commune de la CECA, les partis de défense de la périphérie rassemblés au sein de l'Alliance libre européenne formeront le Parti démocratique des peuples d'Europe en 1998 tandis que les Verts transformeront leur fédération en parti en 2004, comme les communistes et l'extrême gauche scandinave qui se résoudre à créer le Parti de la gauche européenne. En 2004, c'est-à-dire *in extremis*, subventions obligent³²...

De tous ces euro-partis, seuls les Verts européens semblaient avoir fondé un véritable parti fédératif, variante du parti indirect décrit par

Duverger, car ils entendaient lui réserver l'exclusivité dans la définition de la politique européenne des formations écologistes européennes. Las! Comme le chantait le grand poète écossais Robert Burns: *The best led schemes of mice and men...* En clair lorsque, en 2005, le Parti des Verts européens se prononça clairement en faveur du Traité constitutionnel européen, les Verts français n'en eurent cure et, selon leur habitude, se divisèrent sur la question lors du référendum. Ceci relativise l'adéquation des Verts européens au modèle parti politique, mais, même en écologie politique une hirondelle ne fait pas le printemps et les Verts français, dont le manque de professionnalisme politique est devenu proverbial, sont peut-être l'exception nationale qui confirme la règle européenne.

Le laps de temps considérable qui sépare la fondation en 1976 du PPE –à l'initiative des Allemands de la CDU-CSU– de celle en 2004 du PGE par des communistes pourtant rompus à une longue tradition internationaliste, peut se comprendre par deux hypothèses: le sérieux des protagonistes d'une part et leurs divisions de l'autre. En effet les groupes parlementaires européens composés de partis nantis d'une vision qui prend au sérieux et la notion d'internationale et celle de parti, prirent du temps avant de comprendre que s'intituler «parti européen» ne modifierait guère leurs pratiques de coopération et qu'il ne fallait pas opérer une révolution intégrative dans leur organisation pour engranger les bénéfices symboliques et surtout matériels de ce tour de passe-passe médiatique. Tel est le cas des sociaux-démocrates et des communistes qui longtemps répugnèrent à sacrifier aux pompes et aux œuvres de l'Etat spectacle. Tel n'était pas le cas des libéraux européens dont l'internationalisme est récent et qui jouèrent souvent un rôle précurseur en matière de communication politique inspirée par les techniques marchandes, et que strass et paillettes ne rebutent pas. En fait, d'un élargissement à l'autre, les partis libéraux qui constituaient une force conséquente au sein de l'Europe des six et se retrouvant marginalisés par l'adhésion de pays où le libéralisme revêtait des formes très différentes, durent assumer leur diversité tout en négociant avec des familles politiques étrangères au libéralisme classique. L'intitulé – ELDR– même du groupe, de la fédération puis du «parti» illustre

parfaitement cette contradiction: «libéral» à l'origine, l'étiquette s'enrichit de «démocrate», avant de s'alourdir par l'ajout de «réformateur»: il fallut d'abord plaire aux giscardiens, s'accommoder ensuite des radicaux danois peu européens mais moins encore atlantistes, enfin ménager une place pour les agrariens finlandais et suédois.

Dès lors et à l'exception des Verts que, nonobstant les Français, on pourrait considérer probablement comme un parti et certainement comme une fédération de partis, à quel genre d'organisation politique imputer le PPE, le PSE, l'ELDR, le PDPE et le PGE? Certes pas au modèle fédéral, comme on le prétend souvent, les partis nationaux ne délèguent rien à leur fédération. Pas même à une confédération comme le suggérèrent jadis avec plus de pertinence Paul Claeys et Nicole Loeb-Mayer: les pouvoirs d'une confédération dépendent des éléments fédérés mais l'ensemble parle d'une seule voix et poursuit des objectifs politiques clairs³³. En fait les soi-disant «partis européens» ressortissent à une catégorie partisane ancienne: l'Internationale, c'est-à-dire une concentration partisane souple visant à assurer la coopération et la solidarité internationale entre partis politiques relevant de la même obédience historique. L'initiative de leur création appartient à l'Internationale socialiste, justifié par le fait, selon Marx, que «les prolétaires n'ont pas de patrie» et luttent contre le capitalisme international. L'Internationale socialiste connut maints déboires dus au fait que les prolétaires possédaient bien une patrie et eut à souffrir de la dissidence de l'Internationale Communiste, puis de la constitution par les partis qui n'acceptaient pas la rupture avec Moscou tout en refusant d'adhérer à l'IC et qui constituèrent l'Union des partis socialistes pour l'action internationale connue aussi comme «Internationale de Vienne» – par comparaison avec celles de Bruxelles et de Moscou– et parfois sous le sobriquet d'«Internationale deux-et-demie», car située entre la IIème et la IIIème. L'Entre-deux-guerres vit aussi éclore à l'initiative du leader paysan bulgare Stamboulsky, l'Internationale verte, regroupant les agrariens d'Europe centrale et orientale démocratiques et, compte-tenu du contexte, révolutionnaires avec leurs homologues plus modérés de Scandinavie. Tandis qu'après la chute de la démocratie en Italie, Don Sturzo, chef des

démocrates-chrétiens italiens, exilé à Paris, créait le Bureau de liaison des partis démocrates-chrétiens ou Internationale blanche. A la Libération, les deux internationales socialistes recréèrent la IIème Internationale, le *Komintern* disparaissait, sur l'ordre de Staline, pour faire place à des formes plus discrètes de coordination et de contrôle centralisées à Moscou, de son côté l'Internationale verte sombrait corps et biens, victime de l'avancée soviétique, remplacée pour les survivants par une instance minimale de liaison entre agrariens finlandais, norvégiens et suédois. Quant au Bureau de liaison des partis démocrates-chrétiens, il cédait la place aux Nouvelles équipes internationales, qui deviendront ensuite l'Union internationale des démocrates-chrétiens, rebaptisée Internationale démocrate-chrétienne. En 1947 les libéraux britanniques, associés à différents partis radicaux ou laïcs, formèrent l'Internationale libérale. Cette dernière ainsi que l'IS et l'IDC furent à l'origine tant des groupes parlementaires européens que des «euro-partis».

Une mention doit être attribuée à la démocratie chrétienne qui, avec les NEI, introduisit une intéressante innovation dans le champ des internationales de partis. En effet, elles regroupaient non des partis mais des équipes nationales constituées sur une base idéologique. Ceci permettait d'une part la constitution d'équipes associant plusieurs partis comme aux Pays-Bas où existaient, à l'époque, un parti catholique et deux partis protestants et d'autre part, là où n'existait pas de parti démocrate-chrétien, la mise sur pieds d'une équipe nationale comprenant des personnalités d'appartenances politiques diverses, comme en Grande-Bretagne où l'équipe britannique rassemblait des conservateurs, des libéraux et des travaillistes. Cependant dès la constitution de l'Union internationale des démocrates chrétiens et de l'Union européenne des DC, l'organisation se normalisait en remplaçant les équipes par des partis nationaux, créant des vides: les pays de tradition protestante³⁴.

Lorsque, à l'appel de Robert Schuman, l'Allemagne, la France, l'Italie et les trois pays du Benelux jetèrent les fondations de l'unité européenne avec la CECA, cette dernière fut dotée d'un Parlement: l'Assemblée commune. En ce temps là les systèmes de partis d'au moins cinq des six

pays se ressemblaient fortement, comprenant une gauche, socialiste, un centre démocrate-chrétien et une droite libérale volontiers laïciste. Comme les communistes, puissants en France et en Italie, se voyaient exclus par leurs pairs de leurs députations nationales à l'Assemblée, la voie était ouverte pour une tripartition politique au sein de celle-ci. Seule la France pouvait, sous la IVème République représenter un hiatus avec un multipartisme plus complexe, comprenant une droite conservatrice et, avec le gaullisme, un courant nationaliste conséquent. Cependant, de la Libération à 1958, le centrisme démocrate-chrétien constitua une force politique, puissante à l'origine puis déclinante mais toujours influente. Or les trois courants qui dominaient les représentations parlementaires à l'Assemblée commune de la CECA étaient également ceux qui coopéraient, parfois de longue date, au sein d'internationales. Ainsi les euro-députés nouvellement élus par leurs Parlements nationaux refusèrent de siéger dans l'ordre alphabétique comme au Conseil de l'Europe afin de constituer des groupes correspondant aux trois internationales: socialiste, démocrate-chrétienne et libérale. Compte-tenu de la faiblesse numérique relative des partis libéraux des cinq pays ainsi que des radicaux français, ils perçurent la nécessité de s'ouvrir à des partis extérieurs à l'Internationale, tous français y compris les gaullistes, ainsi naquit le groupe des libéraux et apparentés, complétant le tableau des groupes historiques du Parlement européen qui, plus tard, créeront le PSE, le PPE et l'ELDR.

L'avantage de l'Europe des six sur les configurations territoriales issues des élargissements successifs, était de partager une culture politique commune, traduite par une similitude des systèmes et familles de partis. Du point de vue de la sociologie historique, il s'agissait de l'Europe catholique de Charlemagne et du Saint-Empire. Une réalité perçue, avec plus ou moins de conscience, par les adversaires de gauche, singulièrement communistes, de l'intégration européenne qui tentèrent d'embarrasser les sociaux-démocrates et les anticléricaux en dénonçant l'Europe noire ou l'Europe vaticane. Il est vrai que le mouvement de réunification du Vieux continent, après les sanglantes déchirures des

guerres, bénéficiait de la faveur du pape Pie XII et que les partis démocrates-chrétiens en furent les initiateurs. Dans cette tache d'avant-garde la démocratie chrétienne s'allia avec les socialistes de France et du Benelux, le SPD se ralliant un peu avant Bad-Godesberg, c'est-à-dire lorsque Erich Ollenhauer remplaça Kurt Schumacher à la tête du parti.

«L'Europe tripartite», régie par le centre-gauche, commença à battre de l'aile dès que la Vème République mit un terme à l'hégémonie de l'alliance socialistes (SFIO) / démocrates-chrétiens (MRP) au profit de celle des formations gaullistes. Le «décrochage» du système de partis français par rapport à la structure de celui des autres pays partenaires, se traduisit également à l'Assemblée parlementaire européenne. En effet, les gaullistes, jusqu'alors membres du groupe des libéraux et apparentés, affichèrent rapidement leur différence en rompant avec le consensus supra-nationaliste proto-fédéraliste qui régnait dans l'hémicycle strasbourgeois. Bien loin des affrontements actuels suscités par les eurosceptiques, le Général de Gaulle voyait l'intégration revêtant la forme juridique d'une confédération: l'Europe des patries. Les représentants de l'UNR-UDT quittèrent donc les libéraux pour former un groupe aussi franco-français que gaulliste, l'Union démocratique européenne.

L'élargissement de l'Europe à neuf, dix, douze, quinze puis vingt-cinq pays en modifia profondément la nature. Du point de vue des partis politiques, ils dévoilaient ce que l'analyse de cas nous a permis de mettre en évidence: peu de familles politiques couvrent un espace continental. C'est particulièrement vrai pour les démocrates-chrétiens, initiateurs de «l'aventure européenne» et, avec les sociaux-démocrates, moteur idéologique du processus d'intégration. Pour les premiers, seule l'Autriche, la Catalogne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie possèdent une démocratie chrétienne historique conséquente³⁵.

Le premier élargissement au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark reste révélateur à cet égard, car il constitue, peut-être, l'événement structurant qui vit basculer le système des groupes parlementaires européens. Seuls les partis affiliés à l'Internationale socialiste envisageaient un avenir radieux: détrôner le groupe démocrate-

chrétien de son statut de formation parlementaire principale, ce dernier ne possédant pas de répondants chez les nouveaux pays entrants. La Grande-Bretagne et le Danemark affichant un classicisme opposant droite conservatrice, petit centre libéral et gauche sociale-démocrate contrastant avec l'irréductible singularité de l'Irlande, marquée par la question nationale où *Fianna Fail* (littéralement: «Combattants du destin») et *Fine Gael* («Tribu des Gaëls») alternent au pouvoir et où le parti travailliste se réduit au statut de force d'appoint pour l'une ou l'autre des deux grandes formations. En conséquence les socialistes réussirent le *sorpasso* et les conservateurs constituèrent un groupe anglo-danois tandis que les démocrates-chrétiens entraient dans une période dont ils ne sortirent qu'en perdant leur âme.

Faute d'accueillir des partis membres de leur internationale, les démocrates-chrétiens décidèrent de faire risette aux élus irlandais. Comme dans la verte Erin tous les partis étaient composés de catholiques –y compris le *Labour* dont le leader et ministre de la santé était un adversaire résolu de l'avortement– ils sollicitèrent l'adhésion des deux formations idiosyncrasiques, soit les deux plus grands partis exotiques, à souhait. C'était faire fi du long antagonisme –au départ d'une guerre civile– qui opposait les deux formations politiques. Le hasard voulut que ce fût le parti le plus éloigné de la démocratie chrétienne, le *Fine Gael* qui, pour des raisons d'horaire d'occupation de salle, se réunit le premier et répondit positivement à l'offre de siéger dans un groupe aussi important. Siégeant plus tard et averti de la réponse de son adversaire historique, le *Fianna Fail* se vit contraint de décliner les propositions démocrates-chrétiennes. Dès lors, après avoir siégé une session comme non-inscrits, les «nationalistes périphériques» irlandais cédèrent aux sirènes gaullistes dont ils partagèrent le destin européen jusqu'à ce que ces derniers rejoignent le PPE en 1999. Laissés orphelins par la disparition d'un groupe, fort peu cohérent au demeurant, ils siègent aujourd'hui avec l'*Alleanza Nazionale* de Gianfranco Fini et le PiS –dont il a déjà été question ici–, c'est-à-dire des réprouvés, pro-européens, sauf le second, qui ne trouvèrent pas grâce

auprès d'un grand groupe. L'intitulé du groupe est l'Union pour l'Europe des nations.

L'élargissement de l'Europe communautaire se traduit à la fois par l'apparition de nouveaux groupes parlementaires parfois cohérents, tels les Verts, l'extrême droite ou l'extrême gauche, parfois circonstanciels et par un dilemme posé aux libéraux et aux démocrates-chrétiens. Pour les premiers, privée de ses alliés conservateurs du fait de l'entrée du Royaume-Uni et du Danemark, l'Internationale libérale se voyait condamnée à une perte d'influence, comptant avant tout des petites formations et le groupe libéral perdit pour longtemps son statut de grand groupe. Dominée par les Britanniques et les Scandinaves, l'Internationale parvint à imposer l'ouverture au centre avec une nette préférence pour le centre-gauche. Seuls les giscardiens constituèrent l'exception libérale de droite qui fit grincer des dents aux libéraux-radicaux et à raison, car Giscard d'Estaing lui-même les abandonna pour rejoindre le PPE. Il est vrai que le PSD portugais qui, au premier abord, plut aux *Whigs* opta pour le même chemin. Ce n'est qu'en 2004 qu'on assista à des transferts en sens inverse. Pour les seconds en revanche ils risquaient de perdre leur statut de principal groupe, ce qui fut le cas en 1979 et, pire, l'Internationale démocrate-chrétienne ou, plus exactement, l'Union européenne des démocrates-chrétiens ne comptait pas de partis-membres dans les futurs pays adhérents à l'exception de l'Autriche. En fait, force hétérogène ou plus exactement «parti horizontal» la démocratie chrétienne possède deux pôles ou, selon Palmiro Togliatti, deux âmes: l'une progressiste et l'autre réactionnaire. Dans les faits cela se traduisait au sein de l'UEDC par une opposition entre franco-italiens d'une part et allemands de l'autre, les autres partis étant trop divisés ou trop faibles, c'est-à-dire trop pauvres, pour peser dans le débat.

Les divisions affectant la démocratie chrétienne internationale et singulièrement son pôle européen, centre historique du mouvement, tiennent à sa nature même de front de défense catholique, sociologiquement *interclassistes* se traduisant forcément dans la constitution d'un *parti horizontal*. Nous entendons par là un parti qui couvre

le spectre politique de la droite à la gauche en passant par le centre, ces termes devant être compris dans une acception strictement socio-économique; c'est-à-dire que les individus qui militent dans de tels partis sont unis par un ciment idéologique fort –religion, nationalisme– qui transcende les intérêts de classe et les choix de politiques économiques. Les *partis horizontaux* se voient donc contraints à négocier en permanence des accords politiques entre libéralisants et socialisants qui les amènent sur des positions centristes, sans être pour autant de vrais partis du centre au sens de Duverger car en définitive le mot adéquat pour les désigner est le terme castillan et catalan de *Convergencia*. Convergence d'acteurs venus du socialisme et du libéralisme, du conservatisme et du progressisme qui convergèrent à l'appel d'une cause, intérêts matériels et idéels transcendant ces diverses oppositions. Position inconfortable certes mais qui leur vaut une position hautement stratégique dans les systèmes multipartisans où se pratiquent les gouvernements de coalition. Parfois le ciment idéologique se révèle trop faible que pour maintenir l'unité du front interclassiste et le parti se divise en deux formations l'une socialiste l'autre libérale comme c'est le cas pour le nationalisme catalan ou, en plus complexe, pour le basque.

La démocratie chrétienne en Europe incarne l'exemple le plus parfait et le plus durable de parti horizontal; on en mesure la réalité tangible lorsqu'une formation de ce type finit par éclater. Ce fut le cas en France avec le MRP dont subsiste le noyau dur avec l'UDF de François Bayrou mais qui dispersa ses effectifs de l'extrême droite OAS avec Georges Bidault à l'extrême gauche avec Bernard Lambert du PSU, en passant par le gaullisme avec Edmond Michelet, la droite classique avec Christian Bonnet et le PS avec Robert Buron et bien sûr le centre. La *Democrazia Cristiana* offre un exemple plus récent où les éléments les plus à gauche du parti, les *Cristiani sociali* finirent par intégrer les DS, les plus à droite *Forza Italia*, tandis que le centre-droit finissait, après moultes péripéties, à former l'UDC avec Rocco Buttiglione membre de la coalition pro-Berlusconi tandis que la coalition de gauche dirigée par le démocrate-chrétien Romano Prodi compte les centristes de l'UDEUR avec Clemente Mastella

et le centre-gauche, c'est-à-dire *La Margherita* que préside Franco Rutelli. Un philosophe et militant démocrate-chrétien, Etienne Borne distinguait trois courants idéologiques au sein du catholicisme politique: l'intégrisme, la démocratie chrétienne et le progressisme. Le tour de force accompli par les partis chrétiens européens fut de les avoir fait longtemps cohabiter. Deux raisons s'ajoutèrent pour faire prendre une aussi surprenante mayonnaise –pour les anglo-saxons une inconnue. D'une part l'attitude et la volonté de certains évêchés de soutenir le laïcat catholique dans sa lutte contre les Etats protestants peu enclins à respecter les droits des minorités catholiques; que ces derniers fussent autoritaires comme la Prusse ou démocratiques comme la Suisse ne changea rien à la donne, c'est toujours le même *Kulturkampf*: cette volonté de certains évêchés nationaux s'effectua contre la volonté du Vatican qui souhaitait voir les catholiques soutenir des partis conservateurs modérés et religieusement pluralistes. D'autre part, souvent les formations soutenant le libéralisme économique et toujours les partis socialistes professaient un anticléricalisme grand teint qui pouvait confiner à un robuste anti-catholicisme. Evoquant la situation du Parti catholique belge après l'instauration tardive du suffrage universel masculin (1918), Xavier Mabille considérait que ce parti rassemblait des individus qui eussent été libéraux pour les uns, socialistes pour les autres n'était l'hostilité du Parti libéral et du Parti socialiste à l'encontre du catholicisme³⁶.

La même configuration se retrouvait automatiquement au sein des organisations internationales de la démocratie chrétienne et singulièrement à l'UEDC dont émana le Parti populaire européen, PPE; c'est-à-dire la cause principale du dérèglement du système partisan européen potentiel. En effet, les partis ne sont pas identiques d'un pays à l'autre et le coquetèle idéologique original que représente la démocratie chrétienne, s'il contient –ou contient– les mêmes ingrédients, ne les mélange pas dans les mêmes proportions. Ainsi le poids du traditionalisme sinon de l'intégrisme s'avérait plus grand en Autriche qu'ailleurs, ce qui n'empêcha point l'ÖVP (Parti populaire autrichien) de compter sur une aile syndicale et ouvrière importante. Inversement le CVP (Parti chrétien populaire) flamand fut

longtemps marqué par la prépondérance de son aile syndicale et ouvrière dont l'alliance avec le courant paysan marginalisa ses composantes bourgeoises, des leaders comme Gaston Eyskens, Théo Lefèvre ou, plus près de nous, Jean-Luc de Haene appartenaient à l'aile gauche du parti démocrate-chrétien flamand. Ces partis ne seront donc pas les vecteurs des sensibilités différentes au sein des instances européennes. A ces facteurs internes il faut ajouter les influences des autres partis au sein du système national, en l'occurrence les positions de la gauche et de la droite classiques envers la religion et l'Eglise catholique: en clair existe-t-il pour les catholiques une offre politique autre que la participation à une formation confessionnelle? C'est la cas dans de nombreux pays et régions catholiques. Soit que l'Eglise et ses valeurs ne sont contestées historiquement que par d'insignifiantes minorités, droite comme gauche les acceptant: Irlande, Pologne, Euskadi; soit que l'Eglise ait fait cause commune avec la droite conservatrice, généralement monarchiste, une démocratie chrétienne plus à gauche socialement apparaît alors afin de soustraire l'électorat populaire chrétien de l'emprise du patronat ou des hobereaux anti-démocrates voire des deux. La position adoptée par la social-démocratie peut aussi évoluer: dès 1958 avec Bruno Pittermann et surtout, en 1959, le SPD à Bad-Godesberg on voit les social-démocraties autrichienne puis allemande s'ouvrir aux catholiques avec un certain succès. Les Néerlandais avaient été –on le sait peu– les premiers à ouvrir la voie: le SDAP se transformant, à la Libération, en devenant le PvdA (Parti du travail) assorti d'un appel aux croyants qui se heurta longtemps à l'hostilité de la hiérarchie catholique et la tentative ne sera couronnée de succès qu'après le Concile œcuménique Vatican II qui provoqua une ébullition sans pareille au sein du catholicisme batave. Ainsi selon les cas les démocrates-chrétiens peuvent se voir déportés tantôt vers la gauche, tantôt vers la droite et même être comprimés au centre –Catalogne, France– selon les dynamiques internes du système de partis.

La démocratie chrétienne européenne, dès que l'on sort du domaine des valeurs éthiques portées par l'Eglise pour aborder celui, primordial, de l'opposition entre ultra-libéralisme et défense de l'Europe sociale, apparaît

comme un complexe totalement hétérogène et bourré de contradictions. Pourtant Rome et Manchester ne firent jamais bon ménage: Pie IX condamna le libéralisme dans son Syllabus et de Léon XIII à Jean-Paul II, les encycliques sociales condamnèrent de façon récurrente les abus et les excès du libéralisme économique; c'est-à-dire, aujourd'hui, l'ultralibéralisme. Or le programme économique que Angela Merkel et la CDU proposèrent aux électeurs allemands de 2005 affichait un ultralibéralisme bon teint, moins incisif que celui du FDP qui pratiqua la surenchère mais néanmoins très marqué. Le cardinal Meisner, archevêque de Cologne, considéra d'ailleurs que la CDU devait abandonner le mot «chrétien» dans son titre, tandis que Norbert Blüm, ancien ministre du travail du chancelier Kohl et caution «sociale» de la CDU depuis trente ans, affirmait ne plus reconnaître ce parti tant il avait changé. En fait il y a belle lurette que la CDU n'est plus un parti démocrate-chrétien: c'est du temps du chancelier Adenauer qu'il se réaligna pour se transformer en parti conservateur, modéré et pragmatique. Créé après la guerre sur un programme économique de gauche par des syndicalistes comme Karl Arnold et Jakob Katzer, le parti intégra des éléments protestants antinazis d'abord puis, sous la pression des autorités d'occupation qui craignaient le communisme, des éléments issus de la vieille droite allemande. Adenauer croyait la réunification plus proche et, dans une Allemagne où le catholicisme est minoritaire, entendait créer un parti à vocation majoritaire. Sous sa direction la CDU s'allia systématiquement au FDP tandis qu'elle absorbait progressivement les conservateurs (protestants) hanovriens de la *Deutsche Partei*, puis les réfugiés des territoires rédimés –désormais polonais, russes ou tchèques– qui cultivaient le culte de la Grande Allemagne de jadis. Après le Congrès de Bad-Godesberg, le SPD ayant proclamé sa dette envers les sources chrétiennes du socialisme et jeté athéisme et marxisme aux orties, de nombreux militants, et non des moindres, comme le ministre de la Justice Heinemann ou Johannes Rau, protestants, mais aussi catholiques comme Hans-Jochen Vogel, quittèrent la CDU pour adhérer à la sociale-démocratie³⁷. Ce qui eut l'heur d'affaiblir

l'aile sociale de leur ancien parti, mais les gains obtenus sur sa droite compensèrent très largement ses pertes à gauche.

Le réalignement politique que réussit la CDU-CSU la plaça dans une position originale sur le plan européen et international. En effet le parti continua ses activités au sein des instances internationales démocrates-chrétiennes tout en nouant des liens avec des formations conservatrices et tout particulièrement les *Tories*. Dès les années soixante la CDU-CSU et ses alliés autrichiens entreprirent de fédérer, au plan européen, conservatisme et démocratie-chrétienne. Ils créèrent notamment une Union internationale des étudiants conservateurs et chrétiens-démocrates et en 1978 l'Union démocratique européenne, centrée à l'époque sur un noyau dur composé de la CDU-CSU, des conservateurs anglo-scandinaves et des gaullistes³⁸. Dès lors les Allemands constituèrent le pôle conservateur au sein de l'Internationale démocrate-chrétienne et du PPE qui finit par l'emporter sur le pôle progressiste, incarné par les Italiens, les Belges et les Luxembourgeois. L'OPA conservatrice sur le PPE réussit au-delà de toute attente, d'un côté parce que, dès le début des années quatre-vingt-dix, la DC italienne implosa et la disparition des deux grandes forces politiques qui avaient tenu les nouvelles équipes internationales sur les fonds baptismaux, limita le pôle progressiste à des partis issus de petits pays et dotés de faibles moyens. Car de l'autre côté la CDU-CSU bénéficiait de ressources considérables à la fois intellectuelles et financières: les fondations Adenauer pour la CDU, Hans Seidel pour son homologue bavaroise. Avec l'aide de tels moyens la droite allemande put réussir une stratégie visant à passer d'une force centriste et minoritaire en Europe à une grande force conservatrice capable de régenter le Parlement européen. En définitive ce qui avait réussi en Allemagne pouvait réussir dans l'UE et de la même manière que Konrad Adenauer avait anticipé la réunification allemande, la CDU anticipa l'élargissement de la «petite Europe». Ainsi dès 1973 des formations politiques en tous genres – nationalistes, «conservatrices de fait», etc...– furent admises au PPE renforçant la CDU et, après la mort de la DC, le PP espagnol et, plus tard, les conservateurs anglo-scandinaves et l'UMP adhérèrent au groupe

parlementaire mais pas forcément au PPE. Le couronnement fut certes l'admission de *Forza Italia* que suivit, en 2004, le départ du PPI –parti successeur de la DC– et de ses alliés de *La Margherita* ainsi que de l'UDF de François Bayrou. En clair les deux partis qui se trouvaient à l'initiative de l'internationalisme démocrate-chrétien quittaient la maison qu'ils avaient bâtie, la laissant à des occupants parfois d'origines douteuses: post-franquistes du PP espagnol ou parti-entreprise voué à la promotion politiques des intérêts de l'*Onorevole* Berlusconi...

Le maître mot du succès allemand qui se retrouve également au PPE est *Stiftung*. C'est grâce respectivement à la Konrad Adenauer *Stiftung* et à la Friedrich Ebert *Stiftung* que la CDU d'une part et le SPD de l'autre ont pu jouer un rôle important, non seulement au sein de leurs internationales mais aussi directement sur la scène mondiale en intervenant dans la vie politique de nombreux pays en «transition démocratique».

Organismes de recherche, de formation mais aussi de propagande, dispensatrices de bourses, les fondations politiques sont dotées par le gouvernement fédéral allemand de moyens financiers considérables: le total de leur personnel employé en RFA et dans le monde se monte à plus de 1500 personnes. Pour les comprendre il faut remonter au traumatisme causé par le nazisme auquel s'ajouta le contexte de la guerre froide et de la menace communiste. Les autorités fédérales perçurent la formation politique –*Politische Bildung*– des citoyens dans une perspective démocratique, ce qui va bien au-delà de la simple éducation civique, comme impératif catégorique. Non seulement fallait-il fonder une conscience démocratique sur des bases profondes en Allemagne mais encore contribuer à la lutte intellectuelle en vue de l'instauration de la Démocratie dans tous les pays de l'univers. L'originalité du système allemand est que, depuis un demi-siècle, non content de subsidier largement les partis politiques, le gouvernement fédéral organisa la *Politische Bildung* sur la base des courants idéologiques existant dans le pays. Par conséquent chaque parti démocratique allemand se voit doublé d'une riche fondation, indépendante en théorie, en fait étroitement liée, qui leur permet d'intervenir dans la vie politique d'autres pays³⁹.

On sait que la campagne de 1982 du PSOE qui porta Felipe Gonzalez à la tête du gouvernement fut livrée «clef en mains» par le SPD. Ce qu'on sait moins c'est que, *in illo tempore*, les quatre fondations allemandes entretenaient chacune un bureau à Madrid et que les disputes entre la Konrad Adenauer et la Friedrich Naumann (libérale) furent, entre autre, à l'origine de l'éclatement de l'UCD dont elles voulaient entraîner l'adhésion l'une au PPE et à l'IDC, l'autre à l'Internationale libérale. Le Dr Steinmetz qui représentait la Naumann proposa à son homologue de la CDU une adhésion aux deux internationales, proposition rejetée. Dès lors, Oscar Alzaga, un idéologue assez naïf, téléguidé par le bureau de la *Konrad Adenauer* quitta l'UCD pour fonder le PDP qui fut un échec. Finalement le PDP et d'autres transfuges de la droite de l'UCD rejoignirent l'AP qui devint le *Partido Popular*. Détail piquant, le bureau de la *Hans Seidel Stiftung* qui soutint, dès l'origine, l'AP et Manuel Fraga, fut donc le grand vainqueur de toute l'opération dont l'aboutissement sera l'adhésion du PP d'Aznar au PPE. La *Friedrich Ebert Stiftung*, soeur du SPD, contribua à modérer les ardeurs, un temps marxistes, du PSOE et à assurer le destin de ce parti, absent de la lutte anti-franquiste à l'intérieur de l'Espagne, contre les communistes –très présents dans la lutte clandestine– et contre le PSP (socialistes populaires) d'Enrique Tierno Galvan, figure de proue de l'opposition socialiste. Quant à la libérale *Friedrich Naumann*, elle ferma boutique en 1987 après avoir échoué dans la création du PRD, un parti centriste libéral, animé en fait par *Convergencia* et dont Miquel Rocca était le leader. Il en reste un souvenir: l'adhésion de la *Convergencia Democrática de Catalunya* au groupe libéral du Parlement européen et à l'ELDR⁴⁰.

Cependant c'est l'ouverture aux nouvelles démocraties de l'Est qui consacra tant l'efficacité des *Stiftungen* que l'avantage pris par la *Konrad Adenauer Stiftung* sur ses concurrentes. On l'a vu en s'attardant sur le cas polonais, la reconstruction des systèmes de partis lors de la transition s'opéra dans des formes originales toujours, transitoires parfois et rarement conformes aux configurations qui existaient avant 1940 ou avant la Libération. De nombreux partis sont issus de fronts anti-communistes qui

même lorsqu'ils se scindèrent, gardent vivante la mémoire d'un passé encore récent. Les partis issus de la confrontation historique entre le capitalisme et le monde entrepreneurial d'une part et de l'autre le monde du travail manifesté à travers l'action mobilisatrice du Mouvement ouvrier, furent soigneusement détruits par le pouvoir soviétisé; destruction pour les uns en tant qu'ennemis de classe, pour les autres par assimilation forcée au Parti communiste. Quant à ce dernier, il convient, afin de la comprendre, d'utiliser la formule célèbre que Max Weber employa à propos des Guelfes florentins et reprise par Raymond Aron au sujet des partis monopolistes: dès qu'ils éliminèrent leurs rivaux, ils changèrent de nature⁴¹. En fait les PC de l'Empire soviétique cessèrent d'être des partis voués à la médiation des intérêts du prolétariat pour se muer en partis-Etat. Sauf en République tchèque où le communisme s'enracinant dans une longue tradition ouvrière, le KSCM demeure assez fidèle à lui-même, ailleurs les anciens partis communistes se sont autoproclamés sociaux-démocrates. Le bien fondé de cette proclamation est contestable en Bulgarie mais surtout en Pologne, le critère de classement le plus adéquat réside dans les conditions de la transition avec l'exemple emblématique du MSzP, le Parti socialiste hongrois, qui fit sa révolution intérieure et, non content d'entamer le processus de transition en Hongrie, contribua, en démantelant le «rideau de fer», en déstabilisant la RDA à l'étendre à l'ensemble du glacis occidental de l'URSS. On peut en dire autant du Parti du Travail, ex PC lituanien qui lança le processus de transition et posa les premiers jalons du retour du pays à sa pleine souveraineté. Mis à part quelques partis démocrates-chrétiens –le CSL tchèque– ou agrariens –le PSL polonais, les Petits propriétaires hongrois– la majorité des partis nouveaux se composait de formations vouées à la promotion de l'ultra-libéralisme ou partisans d'une transition douce, ces derniers ne rencontrant un véritable succès qu'en République tchèque où ils purent reconstituer une sociale-démocratie conforme au «modèle classique». Ainsi qu'en Slovaquie où des dissidents du parti post-communiste ont recréé une sociale-démocratie originale et hostile à l'ultra-libéralisme: le Smer-SD. Comme les anciens partis communistes rénovés sont devenus les

médiateurs privilégiés de la ci-devant *nomenklatura* reconvertie au capitalisme de marché et que l'influence de cette dernière sur les socialistes hongrois n'est pas mince, on comprend l'hégémonie de la pensée ultra-libérale et la désorganisation politique du mouvement ouvrier dans les pays de la «nouvelle Europe». Plus qu'une «ostalgie» à l'allemande on assiste à l'émergence d'une mobilisation antilibérale, anti-mondialiste, anti-européenne souvent, euro-sceptique toujours. Une mobilisation qui faute de relais politiques spécifiques revêt des dehors que la classe politique, les médias et les observateurs occidentaux peinent à identifier correctement: certaines appartiennent pourtant à notre histoire commune –nationalisme, catholicisme social– d'autres, traditionnelles en Europe centrale et orientale –comme le populisme paysan– interpellent notre ethnocentrisme et d'autres, comme un national-communisme devenu tolérant à l'égard de la religion, apparaissent comme totalement neuves. Une *doxa* politologique simpliste se contente de la qualifier de «populiste»⁴².

Les fondations politiques allemandes et singulièrement les trois plus anciennes (Ebert, Adenauer et Naumann), dès la chute du communisme se ruèrent vers l'Est afin de recruter un maximum d'affiliés pour les internationales mais surtout afin d'influencer le paysage politique en imposant la conception qu'elles avaient de la sociale-démocratie, de la démocratie-chrétienne ou du libéralisme. Dans leur action les *Stiftungen* liées à des formations politiques gouvernementales pouvaient difficilement recruter tous azimuts: certains partenaires paraissant peu fréquentables et la gaffe commise autrefois par l'Internationale libérale en acceptant la candidature du FPÖ autrichien devait pousser à la prudence. Par ailleurs les internationales correspondant, à l'origine, à des familles partisans, les Allemands devaient donc respecter certaines limitations internes. Or la logique stricte du respect des ressemblances de famille ne laissait guère de marge⁴³: quelques partis démocrates-chrétiens dont deux vraiment sérieux: le CSL tchèque –dont l'origine remonte à l'Empire des Habsbourg– et le KDH slovaque du dissident Jan Carnogurosky, un moment premier ministre et un parti slovène reconstitué sous la direction de L. Peterle. La

localisation de ces partis ne doit rien au hasard et reproduit l'antique géographie politique de la *Zentraleuropa*. Ces formations centristes de taille moyenne sollicitèrent d'emblée leur adhésion aux organes européens et internationaux de la démocratie-chrétienne. Mais le moins qu'on puisse dire est que la CDU-CSU et la *Konrad Adenauer Stiftung* les aidèrent avec mollesse et parcimonie alors qu'ils soutenaient massivement l'ODS ultra-libérale et euro-sceptique de Vaclav Klaus et, en Slovaquie, suscitaient la création d'une nouvelle formation démocrate-chrétienne ultra-libérale, le KDH étant «trop clérical et trop socialiste»⁴⁴. Manifestement la Fondation Adenauer avait clairement choisi son camp: celui du démantèlement rapide de l'Etat socialiste et partant, de la dérégulation. Ce faisant elle opta à terme pour le renforcement des forces luttant en faveur d'une Europe libérale.

Dès l'origine la *Friedrich Ebert Stiftung* pratiqua une stratégie différente. D'une part agir au sein de l'Internationale socialiste en aidant les partis-frères en difficulté en leur fournissant, on l'a vu en Espagne, logistique et financement mais comme un bienfait n'est jamais perdu, les positions européennes du SPD se trouvèrent renforcées *de facto*. D'autre part en contribuant à former une conscience démocratique et sociale, par des bourses d'études et en appuyant la construction d'un syndicalisme démocratique et réformiste. Comme la sociale-démocratie représentait une force internationale particulièrement bien implantée en Europe, la Fondation Ebert pouvait agir avec rigueur et naviguer de conserve avec l'IS et le PSE. Son action dans les territoires jadis contrôlés par l'URSS s'apparente plus à celle qu'elle mène dans le tiers monde: tous deux constituent pour la sociale-démocratie des terres de mission où l'espace de la gauche ouvrière se trouve occupé par des partis communistes plus ou moins recyclés et reconvertis à l'économie de marché. Si certains pays ne posent aucun problème, d'autres laissent la Fondation perplexe. Ainsi en Pologne où elle aide de longue date *Solidarnosc* –un syndicat chrétien– mais aussi l'OPZZ, le syndicat post-communiste, ainsi que deux partis: UP, travailliste –unissant la gauche de Solidarité et des communistes

rénovateurs–, mais aussi les post-communistes du SLD. Il faut inscrire au crédit de la *Friedrich Ebert* le fait qu'elle finance des projets et des actions.

Il n'empêche que l'ouverture de l'UE, sur son flanc oriental, pose des problèmes nouveaux tant à l'IS qu'au PSE et à la Fondation Ebert. Jusqu'alors ils n'avaient recruté que des partis sociologiquement et historiquement issus du mouvement ouvrier démocratique. Avec l'élargissement les socialistes se virent contraints à composer avec des réalités nouvelles et renoncer ainsi à leur pureté originelle d'autant plus que le PPE, sous l'action de la CDU-CSU et de leurs fondations, recrutait sans vergogne devenant ainsi le premier groupe au Parlement européen. Dès lors ils n'avaient d'autres choix qu'à prendre pour argent comptant les proclamations sociales-démocrates des communistes repentis ou à soutenir les efforts d'intellectuels qui s'étaient assignés le modèle social-démocrate mais dont les partis qu'ils avaient créés ne présentaient aucun des traits historiques et sociologiques qui caractérisent les partis ouvriers européens. Dans le cas tchèque on a vu que «l'idée» a pu se matérialiser et les Allemands y contribuèrent largement ainsi que, *a contrario*, le PC qui demeura fidèle à son identité. Par ailleurs les partis communistes sont issus de la sociale-démocratie avec laquelle ils présentent nombre de caractéristiques communes: le retour au bercail s'avère toujours possible et le Parti italien en constitue un exemple. Cependant les PC des anciennes démocraties populaires relèvent d'une espèce différente, nous avons vu les exemples hongrois et lituaniens auxquels peut s'ajouter la gauche démocratique slovaque très affaiblie, mais dont l'un des animateurs, Robert Fico, a créé un nouveau parti en regroupant différentes petites formations hostiles à l'ultra-libéralisme et favorables au mouvement syndical. Ainsi avec le Smer-SD, créé en 1999, la Slovaquie dispose d'une sociale-démocratie *sui generis* comme en République tchèque. Par contre l'adhésion des Polonais du SLD –un grand parti– et des formations des autres pays baltes est porteuse d'incohérence. Désormais à l'instar du PPE, le PSE a cessé de correspondre adéquatement à une seule et même famille partisane, s'alignant ainsi sur l'IS qui, hors d'Europe, fait un peu tout et n'importe quoi. Sans rejoindre toutefois le PPE, champion toutes

catégories de l'opportunisme politique et de l'incohérence sociologique, ce qui lui vaut d'être le groupe le plus fort du Parlement européen et qui, toutes choses restant égales, devrait le rester pour longtemps.

Dernier facteur qui désintègre l'unité et la cohérence des groupes parlementaires européens et des soi-disant «euro-partis» qui les prolongent: la *lutte des classements*. Il s'agit d'un phénomène sociologique mais qui affecte également le champ politique et identifié naguère par le regretté Pierre Bourdieu⁴⁵. Comme le constatait jadis Georges Dumézil, «l'esprit humain est essentiellement organisateur et classificateur» et il s'agit donc d'un invariant universel auquel Claude Lévi-Strauss a consacré l'un de ses meilleurs ouvrages⁴⁶. Le père du structuralisme en anthropologie relevait d'ailleurs que les différentes tribus se désignaient elles-mêmes comme «les bons», «les excellents», parfois tout simplement «les hommes», tandis qu'ils stigmatisaient les autres comme «singes», «œufs de poux» ou autres épithètes charmantes issues du même tonneau⁴⁷. Pour Bourdieu cette tendance naturelle fait l'objet, dans les champs sociaux, d'une lutte symbolique pour la domination, les groupes sociaux s'efforçant d'imposer comme légitime sa propre hiérarchie sociale, son système classificatoire valorisant pour eux-mêmes, stigmatisant pour les dominés. Par exemple au plan politique le fait de s'imposer comme réformateur, incarnant le camp du progrès et de présenter les autres partis comme conservateurs, incarnant l'archaïsme et les privilèges, donne un avantage symbolique considérable au parti qui fait prévaloir son mode de classement ici binaire. Sous la Vème République la gauche fit longtemps prévaloir sa conception réformatrice, la droite se défendant de l'opprobre conservatrice pour s'affirmer «du centre». Aujourd'hui c'est cette dernière qui incarne la réforme, le changement et la gauche qui, se défendant de l'accusation de conservatrice, accepte une partie (au moins) de la définition libérale de «la Réforme», tout en prétendant «réformer autrement». Les avantages sociaux, souvent arrachés, après de longues luttes, à un patronat ou à un Etat-patron réticents, sont désormais qualifiés de «privilèges» qu'il s'agit d'abolir au plus vite dans une sorte de «Nuit du 4 août» mondialiste et libérale. Bernstein a dû se retourner souvent dans sa

tombe! Les syndicats font désormais de la «résistance» un terme valorisant lorsqu'il évoque la Guerre et l'Occupation mais dont François Goguel se servit pour définir «la droite»⁴⁸.

Les partis politiques sont donc engagés jusqu'à la garde dans la lutte des classements; or l'émergence des grandes internationales, suivie par celle des alliances partisans européennes ont eu pour effet d'ériger celles-ci au rang d'instances légitimatrices du type pontifical qui entendent arbitrer la lutte des classements en dispensant des labels de qualité, des certificats d'origine garantie. Des avantages symboliques ainsi distribués qui peuvent devenir stratégiques lorsque, habilement orchestrés par la propagande ou la «communication» d'un parti. Ainsi le *Partido popular*, fondé par Manuel Fraga est culturellement, historiquement et généalogiquement franquiste et, au sein du franquisme, s'ils n'appartenaient pas au *Bunker*, tel Blas Piñar, ses dirigeants ne participaient pas davantage à l'aile marchante, crypto-démocrate, qui soutint Adolfo Suarez et forma l'UCD dont on a évoqué ci-dessus le triste destin. Qui le sait ou le dit en Europe? Qui s'en souvient encore en Espagne? Le PP n'est-il pas une formation démocrate-chrétienne, l'un des piliers du PPE? Or sous la dictature du *Caudillo*, la démocratie-chrétienne représentait, avec les communistes, l'une des principales forces de l'opposition, présente sur le terrain. Le fait est tellement patent que, en 1967, Juan Linz en faisait dans une simulation les deux grandes forces politiques d'une Espagne démocratique encore dans les limbes: le futur système de partis aurait du se présenter dans une configuration «à l'italienne»⁴⁹. Pour le PP le passage rapide du groupe conservateur à celui du PPE –grâce à l'efficacité de la CSU, de la CDU et du soutien actif de la *Konrad Adenauer Stiftung*– lui a valu un brevet de respectabilité qui permet à J.M. Aznar et Rajoy d'effacer un passé nettement moins prestigieux.

L'étiquette démocrate-chrétienne jouit d'une cote excellente à la bourse des valeurs partisans européennes: centrisme, humanisme, part prise dans la Résistance anti-fasciste, puis dans la lutte contre le stalinisme, invention de l'idée européenne. Le vocable social-démocrate bénéficie d'une faveur presque égale et pour des raisons assez semblables

à laquelle s'ajoute une certaine image du compromis entre démocratie libérale et Etat social. Ainsi une enquête réalisée dans les ci-devant «démocraties populaires» juste après la chute du socialisme réel révélait l'attrance des populations concernées pour des solutions sociales-démocrates qui leur semblaient devoir concilier les vertus de la démocratie libérale et de l'économie de marché tout en maintenant les avantages sociaux, éducatifs et culturels de l'ancien régime qui, quoi qu'on en dise, n'était pas totalement dénué de mérite⁵⁰.

Par ailleurs et ceci concerne les anciennes démocraties populaires, celles-ci se sont dotées de systèmes partisans souvent fort originaux – songeons à la Lettonie ou à l'Estonie– dus à une histoire singulière avec des partis différents de ceux de la «vieille Europe». D'autres combinent, parce qu'elles connurent une vie politique classique avant la guerre, comme la Slovaquie, ou avant 1918 comme la Slovénie, des éléments caractéristiques du *West European Party System* avec des singularités dues à des décennies de socialisme réel et au choc de la transition politique et économique. Ceci sans évoquer, une fois encore, le cas de la Pologne où l'intrigue politique se passe nulle part si on entend lui appliquer une grille de lecture banalement franco-britannique. Rien là que de plus normal. Comme l'écrivait Rokkan, «les partis politiques ne se présentent pas *de novo* aux suffrages des citoyens à chaque élection. Ils ont une histoire comme ont une histoire les systèmes de choix qu'ils proposent aux électeurs»⁵¹. Les partis politiques sont les témoins des conflits du passé et les agents des conflits actuels; dès lors plus l'histoire politique d'un pays est riche et longue, plus il comptera de partis politiques, de même les Etats multinationaux ou multiethniques multiplient les partis. Simplifier la carte politique du Parlement européen en incitant à la constitution de deux ou trois grands groupes, signifie nier la réalité. Vouloir une représentation européenne qui en donnerait l'image d'une totalité homogène, nuirait à la représentativité de l'assemblée, l'affaiblissant en croyant la renforcer. Il est absurde d'imaginer une représentation politique européenne plus simple que celle du *Reichstag* jadis, de la Suisse aujourd'hui ou de pays comme la Belgique, la Finlande ou les Pays-Bas. Les nouvelles démocraties ne

doivent éprouver aucun complexe de leur originalité; après tout rien n'est plus différent des partis anglais que le système partisan italien par exemple. Las! loin d'assumer leurs spécificités les nouveaux partis nés de la décommunisation n'ont de cesse de les nier, quémandant auprès des grandes internationales le brevet de banalité qui leur ouvrira le sésame des grands groupes parlementaires européens tout en escomptant en retirer des avantages électoraux sur leurs rivaux restés exotiques. Ces derniers courent alors un risque réel de stigmatisation par la presse européenne qui, ne les comprenant ni ne les connaissant, les affublent de sobriquets divers dont «populiste» est le plus facile à l'usage⁵².

En définitive seules les fondations politiques allemandes perçurent la forme particulière de la lutte des classements opposant les nouveaux venus sur la scène partisane et l'avantage qu'elles pouvaient en attendre. Là encore la *Konrad Adenauer* l'emporta largement sur ses concurrentes. En définitive ce n'est pas le hasard ni la sociologie électorale du continent européen qui donnèrent au PPE le plus d'effectifs au Parlement européen et qui firent de la CDU-CSU l'élément moteur du groupe et, plus encore, du «parti». Ce n'est pas davantage un hasard si les deux groupes principaux, le PPE et le PSE, sont chacun présidés par un allemand⁵³.

En guise de conclusion

Nous avons pu constater la présence de clivages européens qui résultent d'enjeux que seule l'UE peut traiter car ils échappent désormais à l'action des gouvernements nationaux. Des deux clivages décelés au Parlement européen par Hix et Lord, celui qui oppose les tenants de «l'Europe libérale» à ceux d'une «Europe sociale» est aujourd'hui surdéterminant; ce pour deux raisons, l'une doctrinale, l'autre empirique. Doctrinale car les partisans d'une Europe dite libérale –car elle n'est pas exactement celle dont rêvent les partis intitulés libéraux– quand ils ne sont pas purement multilatéralistes –donc franchement euro-sceptiques– se rallient à l'Europe comme grand marché largement ouvert au vent du large. De même les partisans d'une Europe sociale doivent inévitablement, pour réaliser leurs objectifs, accepter le modèle de type fédéral ainsi que

«l'Europe puissance» faute de quoi leurs projets demeurent lettre morte. Le référendum français où le «non» l'emporta face à un texte de compromis, donc nécessairement ambivalent.

Lus rétrospectivement les résultats du référendum de 2005 se trouvaient en germe dans ceux du premier tour des présidentielles du 21 avril 2002 et confirmés par les européennes et les régionales qui suivirent. L'analyse de différents scrutins législatifs survenus dans les pays de l'UE montrent à l'envi qu'il ne s'agissait pas d'une exception française⁵⁴. On peut d'ailleurs ajouter les élections danoises qui, en plébiscitant le modèle libéral, donnèrent un résultat inverse à celui des autres pays observés tout en manifestant le même clivage.

La réalité d'un système de clivages européens si évidente à l'analyse des enjeux et des termes du débat, éclate dès qu'on s'attache à ceux qui en sont les protagonistes, c'est-à-dire les partis politiques. Il existe un système de clivages européens mais il n'y a pas de système européen de partis: le tout diffère considérablement de la somme des partis. Les familles partisanes européennes se composent de partis qui ont suivi des trajectoires divergentes et ce pour des raisons qui tiennent à leur histoire nationale. Ainsi, même le groupe socialiste et le PSE, qu'on s'attendrait à trouver relativement uni sur l'enjeu économique se voit lui-même divisé entre ultra-libéraux, réalistes et partisans résolu de l'Europe sociale. Le PPE qui ne correspond plus à une famille de partis, auberge espagnole où nombre de pensionnaires sont des clients de la CDU, est tout aussi divisé et apparaît comme le principal contributeur du désordre systémique: l'amalgame entre conservateurs divers, démocratie-chrétienne auxquels, pour faire bonne mesure, il faut ajouter nombre de ratons-laveurs au sens de Prévert a, loin de simplifier les options, servi à brouiller tous les repères.

Pourtant clivages et enjeux sont présents et animent non seulement le débat européen mais encore le débat national. En ce qui concerne ce dernier, les partis nationaux assument bien leur fonction médiatrice et expriment les choix des citoyens; ainsi en va-t-il du clivage Possédants / Travailleurs qui s'incarne aujourd'hui, en termes d'enjeu, dans une opposition Europe libérale / Europe sociale? Chaque système de partis

traduit ce débat selon son génie national propre. Sauf qu'aujourd'hui la Nation ne représente plus le lieu où semblable débat peut déboucher sur des décisions politiques; et comme l'UE ne possède pas de système de partis et que le système des groupes parlementaires qui en tient lieu forme un prisme déformant entre les citoyens et l'UE, le sentiment d'impuissance et de frustration s'accroît chez ces derniers. Il s'ensuit un cortège d'effets négatifs à la fois pour l'Europe et pour la démocratie: abstentionnisme électoral croissant, sentiment anti-parti, euro-scepticisme et cette croissance de la sensibilité populaire à l'irrationnel et, partant, aux sirènes des démagogues. Ce que les beaux esprits désignent improprement du terme «populisme» et qu'Alfio Mastropaolo qualifie de: *Mucca pazza della democrazia*⁵⁵.

On le constate, ou en tous cas nous avons essayé de mettre en évidence le rôle des partis politiques et *a contrario* de l'absence de véritables partis européens, dans la crise actuelle que vit l'UE et dont les «Non» français et néerlandais représentent les facettes les plus spectaculaires. Les auteurs des traités ont rêvé des partis européens virtuels afin de pallier le «déficit démocratique» de l'Europe. N'étant pas des partis au sens politologique du terme les internationales partisans, les groupes parlementaires et autres officines politiques que l'UE soutient, reconnaît et subsidie ne peuvent en exercer les fonctions, accroissant ainsi le mécontentement populaire et un sentiment anti-européen. L'UE est-elle condamnée à être technocratique ou à ne pas être?

La solution idéale au problème serait l'émergence d'une configuration de type canadien où le système de partis d'Ottawa n'est pas le même que ceux propres à chacune des dix provinces. Ainsi le Parti libéral du Québec est distinct de la section québécoise du Parti libéral du Canada et pour cause car le premier compte en ses rangs des conservateurs fédéraux. En effet il existe une section des conservateurs canadiens dans la Province de Québec mais pas de Parti conservateur (provincial) du Québec⁵⁶. En fonction des deux clivages décrits par Hix et Lord on pourrait imaginer, par exemple, quatre partis européens: fédéralistes de gauche, fédéralistes de droite, souverainistes de gauche, souverainistes de droite. On pourrait

imaginer le SPD et d'autres sociaux-démocrates avec les chiraquiens et certains démocrates-chrétiens; le PS et d'autres partis socialistes avec une partie de l'extrême gauche; le *New Labour* avec les «Sarkozystes», la CDU, le PP, le PSD portugais et les post-communistes polonais (SLD). Scénario totalement utopique car si l'ingénierie constitutionnelle est possible, une ingénierie politique portant sur les partis politiques s'apparente à de la fumisterie.

Si solution il y a, elle ne peut que naître de la dynamique interne du Parlement européen, confronté à de vrais enjeux, et trois facteurs peuvent agir dans le sens d'une recomposition. D'abord la présence de «petits groupes» que combat le règlement du PE mais qui ont l'avantage de la cohérence et correspondent à de vrais enjeux européens: comme les anciens communistes ou les euro-sceptiques, les Verts, etc... Ces derniers sont nés après la fondation des institutions européennes et ont été engendrés par des enjeux sans frontières –l'écologie– qui ne peuvent trouver de solution que dans une mobilisation transnationale. Ensuite, l'artificialité des groupes parlementaires a produit certains intergroupes correspondant à un clivage européen comme le «groupe du crocodile», du nom d'un restaurant strasbourgeois où se réunissaient, à l'initiative du regretté Altiero Spinelli, les plus chauds partisans de la cause fédéraliste. Enfin il ne faut pas mésestimer le sens des responsabilités de certains chefs de parti, tel François Bayrou qui parvint à faire sortir des députés démocrates-chrétiens historiques –l'UDF et la Marguerite italienne– du groupe PPE pour fonder avec les libéraux et les agrariens un groupe centriste et fédéraliste. Mais les Belges –CDPV flamand et CDH francophone– ne le suivirent pas, refusant de siéger avec leurs concitoyens libéraux qu'ils considèrent se situer sur leur droite et dont ils doivent, pour des raisons de politique intérieure, se démarquer.

Lorsqu'on regarde en arrière et les commencements de «l'Europe électorale», qui enclenche le processus générateur de proto-partis ou d'«euro-partis», on demeure confondu par le peu de chemin parcouru dans le sens de l'Europe des partis politiques⁵⁷. Ainsi les propos du discours d'ouverture du Parlement européen, enfin élu en 1979, tenus par la

doyenne d'âge, la grande militante européenne, gaulliste et féministe, Louise Weiss, sont toujours d'actualité. Elles valent d'ailleurs leur besant d'or: «Mes européens chéris», ironisa l'espiègle octogénaire, «avouez que nos campagnes électorales ont souvent paru plus lourdes d'arrières pensées partisanes que de préoccupations européennes».

Notes

1. ELLUL, J.: *L'illusion politique*. Paris, La Table Ronde, 2004, 3^{ème} éd., 1965.
2. Cf. DELOYE, Y. (dir.): *Dictionnaire des élections européennes*. Paris, Economica, 2005.
3. MAGNETTE, P. in DELWIT, P. et al. (dir.): *Les fédérations européennes de partis*. Bruxelles, Ed. de l'Université, 2001.
4. WITTGENSTEIN, L.: *Le cahier bleu et le cahier brun*. Paris, Gallimard, 1996.
5. SEILER, D.L.: «Le paradoxe libéral» in DELWIT, P.: *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles. Ed. de l'Université, 2002, p. 39-44. Cf. notre *La méthode comparative en science politique*. Paris, A. Colin, 2004.
6. HIX S.; LORD, Chr.: *Political Parties in the European Union*. Londres, Mac Millan, 1997.
7. Alain Madelin transforma en 1998 le Parti républicain (fondé par Giscard d'Estaing) en Démocratie libérale qui se fondit, en 2002, dans le RPR de Jacques Chirac pour former l'UMP.
8. L'UMP est désormais contrôlée par les partisans de son président et ministre de l'intérieur, Nicolas Sarkozy.
9. Elle ne gère pas actuellement ces deux pays.
10. *Die Linke*, la gauche, coalise les amis d'Oskar Lafontaine, dissidents du SPD et le PDS, les post-communistes des *Länder* de l'Est, animés par Lothar Bisky et Gregor Gysi.
11. Ce conformisme fut dénoncé par Hans DAALDER: «A Crisis of Party?», *Scandinavian Political Studies*, vol. 15, n. 4, 1992, p. 269-277.
12. Néanmoins membre du PPE ...
13. Cf. ZALEWSKI, F.: *Paysannerie et politique en Europe: les transformations du Parti paysan polonais (1945-2000)*. Paris, Michel Houdiard Editeur, 2006.
14. SEILER, D.L.: «Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale?» in DE WAELE, J.M.: *Partis politiques et démocratie en Europe*

- centrale et orientale*, Bruxelles, Ed. de l'Université, 2002; sur la reconversion des «nomenklaturistes», cf. l'excellent: DREWSKI, B.: «Que sont les communistes devenus?», *La Nouvelle Alternative*, n. 38, juin 1985.
15. Sur *Samoobrona*, cf l'excellent ZALEWSKI, F.: «La professionnalisation des partis «populistes» en Europe», *Revue internationale de Politique comparée*, vol. 12, n. 4, 2005, p. 487-501. Pour l'histoire et les débuts du parti, cf. KROK-PASZKOWSKA, A.: «The Politics Self-Defense Movement» in MUDDE, C.; et KOPECKY, P.: *Uncivil Society? Contentions in Post-communist Europe*. Londres, Routledge, 2003. La comparaison la plus intéressante serait avec le crédit social du Canada du temps de Réal CAQUETTE.
 16. Le mensuel ZNAK (Le Signe) qui existait sous le communisme et donna son nom à un groupe parlementaire, dirigé par le Professeur Stomma, et autorisé par les autorités communistes, constituait le représentant politique officieux de l'Eglise de Pologne et est aujourd'hui dirigé par Jaroslaw Gowin, sénateur de PO.
 17. Le SKDU slovaque, ultra-libéral, qui réalisa la «flat tax» affiche une référence chrétienne; le «K» relève du même cas que PO.
 18. Sur Dmowski et Pilsudski, cf. DAVIES, N.: *Histoire de la Pologne*. Paris, Fayard, 1986, traduit de l'anglais, 1984; cf. p. 136.
 19. La confusion peut être faite à cause du SN (mouvement national) de Bielecki qui se prétendait l'héritier de Dmowski et dont le nationalisme était plus radical encore.
 20. Le PiS est fort proche du KDH, union démocrate-chrétienne de Slovaquie, fondé par Jan Carnogursky, dissident et signataire de la charte des 77 avec Vaclav Havel et Jan Patocka.
 21. SEILER, D.L.: «Systèmes de partis et partis nationalistes» in BIRNBAUM, P. (dir.): *Sociologie des nationalismes*. Paris, PUF, 1997, p. 221 et 225.
 22. Sur les ambiguïtés et l'antisémitisme chez les nationaux-démocrates et sous la période communiste et la transition, cf. ZAWADSKI, P.: «Transition, nationalisme et antisémitisme: l'exemple polonais» in *Ibid*.
 23. FEJTÖ, Fr.: *Histoire des Démocraties populaires: Après Staline*. Paris, Seuil, 1969, p. 451.
 24. L'équation personnelle de Lepper doit être prise en compte car en plus de l'alliage entre le «vrai» populisme d'Europe centrale et orientale et une vision proche du poujadisme de 1956 ou du quabunquisme italien de 1946, s'ajoute le charisme de Lepper fait d'une dose solide de démagogie. Le parallèle à faire serait avec P. Poujade en 1956 ou Réal Caouette au Québec en 1961.
 25. Sur le concept d'image-action, cf. WILLENER, A.: *L'image-action*. Paris, Seuil, 1972.

26. A ne pas confondre avec les socialistes libéraux du *Partito d'Azione* en Italie, cf. SEILER, D.L.: «Le paradoxe libéral» in DELWIT, P. (dir.): *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Ed. de l'Université, 2002.
27. Sur le «bouguisme», DEBRAY, R.: *Sur le pont d'Avignon*. Paris, Flammarion, 2005.
28. SEILER, D.L.: *Les partis politiques en Occident*. Paris, Ellipses, 2003 et DE WAELE, J.M.: *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*. Bruxelles, Ed. de l'Université, 1999.
29. Sur le Parlement européen, cf. COSTA, O.: *Le Parlement européen, assemblée délibérante*, Bruxelles. Ed. de l'Université, 2001.
30. Sur le multipartisme polarisé, cf. le classique réédité de SARTORI, G.: *Parties and Party Systems*. Wivenhoe, ECPR, 2005 (1976).
31. Sur les «chats-chiens», Cf. SARTORI, G.: «Bien comparer, mal comparer», *Revue internationale de Politique comparée*, vol. 1, n. 1, 1994, p. 19-36.
32. Sur ces regroupements, cf. DELWIT, P. et al. (dir.): *Les fédérations européennes de partis*. Bruxelles, Ed. de l'Université, 2001 et DÉLOYE, Y. (dir.): *Dictionnaires des élections européennes*. Paris, Economica, 2005.
33. CLAEYS, P.H.; LOEB-MAYER, N.: «Transeuropean Party Groupings» in *Government and Opposition*, vol. 14, nov. 1979, p. 479-507.
34. Sur l'IDC dont l'influence déstructurante sera considérable, on se reportera au classique: PAPINI, R.: *La Internazionale DC: La cooperazione tra i partiti democratici cristiani del 1925 a 1985*. Milan, Franco Angeli, 1986.
35. Pour la Slovaquie il s'agit du KDH, Mouvement démocrate-chrétien, fondé en 1989 et non la très ultra-libérale SKDU, Union chrétienne et démocrate du premier ministre Dzurinda.
36. MABILLE, X.: *Histoire parlementaire de la Belgique*. Bruxelles, CRISP, 1992, p. 205.
37. Heinemann et Rau –ce dernier fils de pasteur– sont , à ce jour, les deux seuls SPD a avoir été Présidents de la RFA.
38. Discrète dans l'UE depuis la réussite de l'OPA conservatrice sur le PPE, l'UDE se déploie sur le plan international en créant en 1989 l'UDI (Union Démocratique Internationale) avec les Républicains américains. L'UDI est une sorte d'internationale des «néoconserv.».
39. Il s'agit de: la *Friedrich-Ebert Stiftung* pour le SPD, la *Konrad-Adenauer Stiftung* pour la CDU, la *Friedrich-Naumann Stiftung* pour les libéraux, la *Hans-Seidel Stiftung* pour la CSU, la *Heinrich Böll* pour les Verts et la *Rosa Luxembourg* pour le PDS.
40. Conversation avec le Dr Fritz Steinmetz, La Toja, mai 1987.
41. ARON, R.: *Démocratie et totalitarisme*. Paris, Gallimard / Folio.

42. La seule sociale-démocratie qui, à l'Est, conteste le démantèlement de l'Etat social, la «*flat tax*» et les bas salaires, le Smer-SD (direction sociale-démocratie) s'est fait qualifier de «populiste».
43. Sur l'action des *Stiftungen* en Pologne, cf. DAKOWSKA, D.: «Comment approcher le rôle des fondations politiques dans la politique étrangère allemande? L'exemple de la Pologne dans les années 1989-1999». Berlin, Centre Marc Bloch, *Document de travail*, n. 5, mai 2001, 22 pages.
44. L'appréciation portant sur le KDH slovaque vient de P. Cemak, en 1992 vice-président de l'ODS tchèque (interview réalisée par l'auteur, en novembre 1992, au siège du parti à Prague). Depuis lors et avec l'aide allemande l'ODS a trouvé un répondant à Bratislava: le SKDU –Union chrétienne-démocrate– au pouvoir depuis 1998.
45. BOURDIEU, P.: «Espace social et genèse des classes», *Actes de la recherche en science sociale*, n. 52-53, 1984.
46. LEVI-STRAUSS, Cl.: *La pensée sauvage*. Paris, Plon.
47. LEVI-STRAUSS, Cl.: *L'identité*., Paris, PUF.
48. GOGUEL, F.: *La politique des partis sous la IIIème République*. Paris, Seuil, 1968, p. 18.
49. LINZ, J.: «The Party-System of Spain» in LIPSET, S.M.; ROKKAN, S.: *Party Systems and Votes Alignments*. New York, Free Press, 1967; spécialement ses considerations sur l'avenir, p. 260-271, "If Spaniards were to vote like Italians".
50. CAYROL, R.: «Est-Ouest, le consensus européen», *Où va l'Est?* Paris, Libération Développement, 1990, p. 28.
51. ROKKAN, S. in LIPSET, S.M.; ROKKAN, S.: *op cit.*, p. 14.
52. Cf. le consternant article publié dans *Le Monde* par KRASTEVEV, I.: «Que cache la vague populiste?», vendredi 23 juin 2006.
53. A l'époque héroïque qui suivit la refondation du PS par François Mitterand, ce dernier voulut constituer un pôle latin et de gauche au sein de l'IS: le groupe de Latché (du nom du lieu où se trouve la bergerie du 1^{er} Secrétaire du Parti puis Président de la République), Felipe en était comme Mario Soarès. Ce fut un échec. C'est l'axe Brandt-Kreisky-Palme qui l'emporta idéologiquement. Les Français dispensaient de bonnes paroles là où le SPD apportait une aide concrète et matérielle aux «partis frères».
54. Les élections slovaques du 17 juin 2006 viennent également confirmer la tendance et aligner la «nouvelle Europe» sur la «vieille». Les Slovaques se montrent plus «classiques» que les Polonais en confrontant une «droite» très ultra-libérale, le SKDU de Mikules Dzurinda, à une sociale-démocratie antilibérale, le Smer-SD de Robert Fico.

55. MASTROPAOLO, A.: *La mucca pazza della democrazia*. Turin, Bollati Boringhieri, 2005.
56. Nous avons jadis évoqué cette solution mais qui reste une utopie. Cf SEILER, D.L.: "Les fédérations de parties au niveau communautaire" in HRBEK, R.; JAMART, J.; WESSELS, W. (dir.): *Le Parlement européen: Bilan et perspective, 1979-1984*. Bruges, De Tempel, 1984.
57. Nous avons consacré deux études aux premières élections européennes de 1979, l'une pré-électorale, l'autre d'analyse des résultats. En relisant les conclusions que nous en tirions au sujet des «partis européens» potentiels. Nous pourrions encore les endosser aujourd'hui! Nous avons cessé de nous intéresser à ce sujet, persuadés à l'époque et à raison, du peu d'intérêt scientifique des «euro-partis» ainsi que du caractère strictement national des «européennes». L'intérêt qu'ils présentent reste toujours assez mince, mais, les Traités, la Commission et le PE les soutiennent lourdement tandis que, au sein de la Communauté scientifique, nombre de jeunes chercheurs se prennent à en étudier l'organisation comme s'il s'agissait de partis politiques. Ce qui motive le fait que nous revenions dans ce débat. Certains considèrent ces entités comme des lieux de contacts entre leaders, ce qui représente un aspect beaucoup plus intéressant, mais nous restons convaincus que: *primo* l'UDE-UDI compte, à cet égard, plus que le PPE et *secundo* que le poids réel du PSE peut s'évaluer au fait que, à la fin du XXème siècle, on parlait «d'Europe rose» car sauf l'Espagne et, dans une mesure moindre, l'Irlande, tous les gouvernements de l'UE, soit treize, comptaient des socialistes au gouvernement, dont dix à direction socialiste. Or on a vu aucune différence en termes de politiques publiques, l'Europe sociale continuant à stagner et l'UE à déréguler et imposer des privatisations. *In Europe parties do not make a difference?* Cf. SEILER, D.L.: "Les élections européennes de 1979 entre le nationalisme et l'intégration", *Revue d'intégration européenne*, vol. 2, n. 3, 1979, p. 441-472 et «Ombres et lumières sur les élections européennes des 7 et 10 juin 1979: Ebauche d'une première analyse des résultats», *Etudes internationales*, vol. X, n. 3, 1979, p. 549-589. On verra que les choses n'ont guère évolué en comparant avec: HASTINGS, M. (dir.): «Les élections européennes de 2004: ceci n'est pas un scrutin européen», *Cahiers du CEPEN*, n. 3, octobre 2004.